

L'avenir des Etats de l'Afrique de l'Ouest

La promotion des élites par la Fondation Konrad Adenauer

Hôtel des Almadies

Dakar

du 28 au 30 Juin 2010



Sommaire

Cérémonie d'ouverture	2
Gabriele Baumann	3
Dr. Stefan Gehrold	6
Son Excellence M Christian Clages	9
Son Excellence Moustapha Guirassy	12
1^{er} Panel	
La coopération International de la Fondation Konrad Adenauer	16
Andrea Kolb	17
2^{ème} Panel :	
Le panorama politique de l'Afrique de l'Ouest	30
Dr. Abraham Bengaly	31
Laurent Akoun	34
Rt. Hon. Francis B. Adah	42
3^{ème} Panel	
Perspectives économiques dans l'Afrique de l'Ouest dans le sens d'une économie sociale de marché	50
Bocar Sidick Kane	51
Prof. Dr. Ebenezer A. Thompson	53
M Baye Ibrahima Diagne	56
Jean Kofi Kissi	60
Abbia Udofia	67
4^{ème} Panel:	
Changement climatique et énergie	76
Prof. Adams Tidjani	77
Mohamed Diawara	81
Ibila Djibril	87
5^{ème} Panel	
Migrations interafricaines et défis de l'intégration	91
Dr Ali Diomande	92
Honourable Amos Gombi Goyol	99
Mamadou Bodian	104
Email Participants	110

Cérémonie d'ouverture



Gabriele Baumann

Honourable President and Members of Parliament

Honourable Ministers,

Excellency Ambassador Clages,

Mayor and representatives of other political parties,

Dear colleagues,

It is a particular honour and pleasure for me to welcome you to Dakar for our follow-up conference on behalf of the Konrad Adenauer Foundation.

I personally am very happy to be here, it is my first visit to West Africa.

We brought together a hundred former participants of visitor programmes to Germany and scholarship holders. Welcome to you all. Thank you very much for being with us this evening and during the next days.

Just to give you a figure: our department of international cooperation organizes every year about 70 study tours to Germany and provides more than 100 scholarships every year.

As you know the Foundation has been involved in international cooperation for the last 45 years. We are particularly engaged in promoting civic education as a way to improve the political, social, economic and ecological basis of existence. Democratization and economic development are the primary goals of our international cooperation activity. The diversity of our education and exchange programmes allows us to focus on topics such as good governance, the strengthening of parliamentary structures as well as the implementation of

decentralisation, the rule of law and the concept of Social Market economy. To support our activity we have offices in 78 countries.

In recent decades, we have taken great care to develop effective networks in the 100 countries we are involved in. Their members now belong to the national political and social elites. We are proud to have you here. Your being here today is an essential part of this worldwide network. We rely on these connections to contribute over the long-term to shaping political agendas.

I would like to quote Konrad Adenauer saying: "In my view, it must be our goal to give better social promotion opportunities to all talented and hard-working people, to all those who take joy in trying hard to be successful, irrespective of their social background."

And now I am very proud to welcome His Excellency, Mr. Guirassy. We are extremely delighted, that Mr. Guirassy will be providing us with some welcoming remarks of his own for our conference. And last but not least I would like to thank Mr. Gehrold, Mrs. Bocandé and the whole KAS team, who has done such a wonderful job in preparing this conference. I now give the floor to Mr. Guirassy.

Thank you for your attention.



Dr. Stefan Gehrold

M. le ministre,

Messieurs les Présidents des Assemblées nationales

Mesdames, Messieurs les Députés

Monsieur le Sénateur,

Madame la directrice des programmes intérieurs de la Fondation Konrad Adenauer de Berlin, chère Gabi

Madame la directrice des programmes Afrique de l'Ouest et Centrale de Berlin, chère Andrea

M. le représentant de la FKA au Benin, cher David,

Excellence,

Mesdames et Messieurs,

Au nom de la Fondation Konrad Adenauer je vous souhaite la bienvenue au Sénégal et surtout à notre séminaire de suivi ici à Dakar. Je vous remercie d'avoir répondu à notre invitation de réfléchir ensemble sur « L'avenir des Etats de l'Afrique de l'Ouest ».

Tout d'abord : M. le ministre. C'est un grand honneur, que vous soyez venu aujourd'hui pour assister à cette ouverture. Il est vrai, que la FKA au Sénégal coopère beaucoup avec les médiats et pareillement avec votre ministère. Votre présence en fait encore une fois preuve. Merci infiniment.

Nous, la Fondation Konrad Adenauer à Dakar sommes ravis de vous accueillir ici, en espérant que vous expérimentiez trois journées pleines des rencontres et échanges fructueux.

Nous avons pris la décision d'unir nos partenaires, pour promouvoir le contact entre tous les différents acteurs de la société. On envisage de renouveler leurs liens avec la Fondation. Nous sommes tout à fait conscients qu'il est important de créer une plateforme d'échange et un réseau de coopération entre vous, les élites de l'Afrique, au niveau international.

D'un côté notre séminaire de suivi vise donc à joindre les différents acteurs de la société comme la politique, la société civile et l'économie, pour ne citer que ceux-là. On a établi un cadre, un format, qui encourage l'amélioration de la communication entre les différents secteurs d'invention de nos partenaires. Par conséquent nous ambitionnons un bénéfice mutuel pour tous les participants.

D'un autre côté, nous espérons que cette rencontre de trois jours serve à présenter et divulguer les idées et les buts de la Fondation en matière de politique de développement dans le pays hôte, voire dans toute l'Afrique de l'Ouest. Lors de nos six panels du séminaire, nous visons à mettre à jour les activités actuelles de la Fondation pour recevoir une réponse différenciée de votre part sur nos projets en Afrique de l'Ouest.

Je me félicite du fait que ce soir et pendant les deux prochains jours, beaucoup de leader dans tous les domaines de la politique, l'économie et la société civile sont réunis pour aborder des questions différentes et diverses.

Avant de terminer je voudrais encore remercier ceux, qui ont rendu la tenue d'un tel colloque du tout possible :

Notamment les collaborateurs de notre bureau : Mme Bocandé, les demoiselles Huml, Diop, Horn et Ilner.

Je vous souhaite beaucoup de succès, une séance très intéressante, qui vous donnera des inspirations, des échanges fructueux, de contacts futurs et du courage pour continuer votre tâche dans la société.

Je vous remercie de votre attention et je passe maintenant la parole à l'ambassadeur allemand, son excellence M. Clages pour son mot de bienvenue. Je le répète toujours : Cela ne pas évident, que l'ambassade soit tellement à coté des fondations politiques et les soutienne avec toutes ses forces. Il est visible ce soir, puisque son excellence est encore une fois venu, malgré son calendrier chargé. Merci pour l'appui, M. Clages. Vous avez la parole.



Son Excellence M Christian Clages

M. le Ministre des Communication et de Télécommunication, Moustapha Guirassy,

Mme Baumann, représentante de la Fondation Konrad Adenauer de Berlin,

Mr. Stephan Gehrold, représentant de la KAS de Dakar, chers invités distingués du Sénégal et des autres pays de l'Afrique occidentale,

Cher visiteur de l'Allemagne,

Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux que je puisse vous adresser quelques mots de bienvenue à l'occasion de cette conférence organisée par la Fondation Konrad Adenauer.

Le cercle illustre des invités de différents pays de la région fait preuve des activités importantes de la fondation pendant beaucoup d'années en faveur de la démocratie et de l'état de droit, de la mise en place de structures sociales et d'économie de marché ainsi que du respect des droits de l'homme.

Par la formation initiale et continue de jeunes responsable, la Fondation soutient le développement des partis politiques, des associations de la société civile et des médias libres et indépendants.

Je me suis familiarisé avec plusieurs des programmes de la Fondation, et je suis impressionné par vos activités dans le domaine de la décentralisation, j'aime bien vos bandes dessinées « Afrique Citoyenne » pour la formation citoyenne de jeunes adultes, et j'aime également bien vos partenaires que j'ai rencontré pendant les mois passés de ma présence l'Afrique occidentale.

Je peux dire avec fierté que vos amis sont mes amis!

Donc, je voudrais saisir l'occasion de cette conférence de me féliciter cordialement de votre travail fructueux.

Monsieur le Ministre, mesdames et messieurs, en tant qu'Ambassadeur d'Allemagne au Sénégal, je me trouve dans une situation très confortable avec la présence remarquable de ne pas seulement une, mais quatre fondations politiques qui œuvrent au Sénégal et dans la région grâce au fonds publics des contribuables allemands.

Ils font toutes un travail très apprécié, fondations Friedrich Ebert, Friedrich Naumann et récemment Rosa Luxemburg.

Le Sénégal célèbre cette année, comme beaucoup d'autres de vos pays voisins, le 50^{ème} anniversaire de son accession à l'indépendance. Le Cinquantenaire bilatéral entre nos pays.

Je peux souvent constater que durant cette histoire, des amitiés et partenariats profonds se sont tissés entre nous, portée par plusieurs relations personnelles et institutionnelles.

Ce soir, votre présence est l'expression de ces amitiés. Et laissez-moi de vous assurer que nous allons continuer à travailler sur la poursuite et l'approfondissement de ces relations amicales. Au moins l'Ambassade et moi-même vont faire notre meilleur que ce soit le cas.

Monsieur le Ministre, mesdames et messieurs,

comme j'ai essayé de l'exprimer : Normalement je suis, avec toute modestie, très fier du travail de la Fondation Konrad Adenauer, mais ces jours-là, la Fondation doit partager ma fierté avec la Mannschaft qui nous donne beaucoup de plaisir quand elle joue.

Son jeu est caractérisé par la jeunesse de ces joueurs et de leur dynamisme et leur créativité.

Je souhaite que ces qualités continuent également à caractériser le travail de la Fondation Konrad Adenauer à l'avenir.

Merci pour votre attention.



Son Excellence Moustapha Guirassy

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale ;

Mesdames et Messieurs les Honorables Députés ;

Honorable Sénateur ;

Madame la Directrice des Programmes intérieurs de la Fondation Konrad Adenauer de Berlin ;

Madame la Directrice des programmes Afrique de l'Ouest et Centrale de Berlin ;

Madame la responsable des Bourses de Berlin ;

Monsieur le Représentant Résident de la Fondation Konrad Adenauer ;

Chers Participants, Cher Frères et Sœurs d'Afrique de l'Ouest

Permettez-moi, au nom de Son Excellence, Maitre Abdoulaye WADE, Président de la République, du Premier Ministre, et du Gouvernement du Sénégal, de vous souhaiter la bienvenue dans notre pays.

La décision d'organiser le séminaire sous régional sur la problématique de l'avenir de l'Afrique de l'Ouest et la promotion des élites, ici à Dakar, témoigne, s'il en était besoin, de la considération de la Fondation Konrad Adenauer accorde à notre pays, acteur majeur et partie prenante résolument engagée dans la prise en charge du meilleur devenir de notre sous région. Nous sommes honorés et voudrions vous en remercier bien sincèrement.

En ma qualité de Ministre de la Communication et des Télécommunications et Porte-parole du Gouvernement de la République du Sénégal, je voudrais vous dire combien je me réjouis d'être parmi vous aujourd'hui, pour prendre part à

cette importante rencontre qui, j'en suis convaincu, apportera une contribution essentielle dans la réflexion prospective sur notre communauté.

Une telle réflexion ne saurait bien entendu, occulter les questions liées à la Gouvernance politique et économique ainsi qu'à celles relatives aux droits humains qui constituent autant de préalables du développement et autant de domaines où s'investit la Fondation Adenauer. Elle ne saurait non plus faire l'impasse sur le développement et l'extrême diversification des medias et des TIC qui, de nos jours, accompagnent nécessairement nos efforts visant à renforcer la démocratie et à asseoir un développement durable.

Chers Participants, Mesdames et Messieurs

La plupart de nos pays ont célébré ou célèbrent encore le cinquantenaire de leur indépendance. S'il est indéniable que, de 1960 à nos jours, des avancées significatives ont été enregistrées par nos Etats sur le plans politique et socio-économique, quel bilan exhaustif peut-on tirer de ce demi-siècle d'indépendance ?

Nos Etats ont-ils pu jeter les bases fermes et solides sur lesquelles s'édifieront la stabilité, la paix et le développement durable ? Ont-ils pu mettre en œuvre des politiques efficaces de formation afin de se doter d'élites éclairées constituants la relève indispensable pour gérer les affaires de la cité en conformité avec les exigences du monde contemporain ?

La société civile joue t'elle pleinement son rôle d'alerte et de faiseur d'opinion ? Quels sont les obstacles qui s'opposent à l'émergence de notre

sous-région et qui empêchent nos pays, individuellement et collectivement de sortir du sous développement ?

Du fait de vos expériences et expertises diverses, vous serez appelés au cours de ces deux journées de rencontre, à vous pencher sur ces questions et à leur apporter des réponses que nous, décideurs, devons prendre en compte dans le cadre de la conduite des affaires publiques. C'est là, votre rôle d'intellectuels : analyser, anticiper, proposer ; et cela, de manière constructive et pour l'intérêt de nos pays et de nos concitoyens.

Je voudrais donc adresser mes vives félicitations à la Fondation Konrad Adenauer pour avoir invité tout les anciens participants à ses programmes en Allemagne et tous ses alumni afin qu'ils échangent, sans tabou ni contrainte aucune, sur les défis qui interpellent notre sous région.

Mesdames et Messieurs ;

Le Gouvernement du Sénégal reste attentif aux résultats de vos travaux et, par ma voix, exprime le souhait que vos échanges soient fructueux et que votre séjour au Sénégal soit agréable.

Je vous remercie de votre aimable attention.



Diner d'ouverture, Lundi 28 Juillet 2010

1^{er} Panel

La coopération Internationale de la Fondation Konrad Adenauer



Andrea Kolb

La réorientation de la politique allemande envers l'Afrique et la stratégie de coopération de la KAS

Salutations

J'ai l'honneur de vous présenter quelques nouveaux développements dans la politique de coopération au développement. Il y a une réorientation de cette politique qui est en train de se faire actuellement en Allemagne.

Depuis longtemps il y a une discussion en Allemagne et dans le monde entier, sur la nécessité d'une réorientation de la politique de coopération allemande en Afrique. Alors pourquoi ? C'est d'un côté parce que jusqu'à aujourd'hui le succès de la coopération au développement est considéré comme étant insuffisant. En Septembre de cette année, la communauté internationale fera de nouveau le point sur le progrès des MDGs. 10 ans après la proclamation des MDGs on se demandera si nous avons réussi à réduire la pauvreté et si nous allons atteindre les MDG ou pas.

De l'autre côté, une réorientation est devenue nécessaire parce que l'Afrique d'aujourd'hui n'est plus l'Afrique d'avant. Aujourd'hui, l'Afrique se trouve au centre de l'attention internationale (Chine etc.) et donc l'Allemagne aussi commence à s'y intéresser plus.

Les marchés mondiaux s'intéressent surtout aux ressources naturelles en Afrique. Ces dernières années, les taux de croissance en Afrique sont

supérieurs à la moyenne mondiale. Le continent est devenu un marché véritablement intéressant et possède une grande importance géopolitique.

Par contre, cette importance géostratégique de l'Afrique ne trouve pas encore suffisamment de place dans la politique allemande envers l'Afrique. Les stratégies internationales, elles aussi, se concentrent surtout sur les déficits de développement (p. ex. les MDGs mettent l'accent sur la lutte contre la pauvreté et les problèmes sociaux du continent).

Dans les affaires UE-Afrique, ce sont surtout les anciennes puissances coloniales, France et Grande-Bretagne et le Portugal qui s'engagent dans les stratégies de coopération avec l'Afrique. Jusqu'à présent, le gouvernement allemand a plus ou moins réagi aux initiatives de ces partenaires de l'UE sans vraiment prendre des initiatives. Il est temps que l'Allemagne commence à considérer l'Afrique comme partenaire stratégique!

Le nouveau gouvernement allemand qui est en place depuis le mois d'Octobre 2009 veut rendre la politique vers l'Afrique plus stratégique. Pour ce faire, l'Allemagne doit d'abord définir clairement ses intérêts et objectifs en Afrique.

Ensuite, avec un concept stratégique, l'Allemagne peut davantage façonner les politiques de l'UE. De nombreux partenaires de l'UE reprochent Paris et Londres depuis longtemps de dominer la politique européenne avec l'Afrique.

Le contrat de coalition du nouveau gouvernement d'Angela Merkel comprend ainsi, pour la première fois dans l'histoire, un chapitre sur la coopération au développement.

Le nouveau Ministre de Développement allemand (l'Allemagne a un propre ministère pour la coopération au développement), Dirk Niebel a très vite élaboré un projet de réforme. Le 7 Juillet, le Conseil des ministres décidera sur cette réforme. Niebel semble prendre très au sérieux ses plans de réforme.

D'ailleurs, pour les invités du Ghana : il partira visiter le Ghana au mois de Novembre. Peut-être quelques un parmi vous auront l'occasion de le rencontrer et de discuter avec lui.

Ses idées de réforme comprennent les modifications suivantes:

Il veut concentrer l'engagement allemand davantage sur les projets de développement qui favorisent la croissance économique dans les pays africains.

Notre gouvernement veut mettre fin à la dépendance d'aide des pays bénéficiaires. Notre ministre dit que c'est inconcevable que dans les pays comme le Mozambique l'aide étrangère représente encore environ 60% du budget de l'Etat. Le gouvernement allemand pense que les pays d'Afrique doivent réussir à accroître les recettes fiscales nationales afin d'être indépendants, un jour, des fonds de l'assistance officielle de développement (ODA).

Dans de nombreux pays en Afrique, il n'y a pas de conditions favorables pour un secteur privé prospère. Il n'y a pas de société civile qui demande des comptes à l'Etat. La coopération allemande, depuis longtemps, aide à renforcer des institutions, des cadres légaux et le personnel sur place par appui financier et technique.

Le gouvernement allemand veut davantage promouvoir le secteur privé et les acteurs privés. Il veut améliorer la coopération et les synergies avec les entreprises dans les pays en Afrique et en Allemagne. Il veut mobiliser des capitaux privés, en Allemagne et, par exemple grâce à des micro-crédits, dans les pays en Afrique. Notre gouvernement encourage la gestion des entreprises « socialement responsable » et le développement de « partenariats public-privé ».

Le plan du ministre Niebel consiste à envoyer environ 20 experts dans les entreprises de grande taille et cabinets de conseil en vue de les gagner pour des projets de développement. Ceux qui rendent la meilleure offre coopéreront avec le ministère.

L'opposition a exprimé sa critique disant que le gouvernement favoriserait les entreprises au détriment des pays partenaires.

Le 21 Juin, le gouvernement allemand a annoncé (ministre Brüderle) qu'il voudrait surtout intensifier les partenariats avec les pays qui sont importants pour l'industrie allemande, surtout au niveau des ressources naturelles.

Une bonne chose est que, pour accroître l'efficacité du développement, le ministre Niebel a fait des démarches pour supprimer les subventions agricoles en Europe ! Car elles mettent les produits européens en avantage par rapport aux produits africains.

Notre gouvernement veut également impliquer davantage la société civile africaine dans le développement. Ce que nous, les fondations politiques ont toujours fait d'ailleurs. À cette fin, notre gouvernement a augmenté le budget

pour la société civile cette année de 51 millions d'euros ou 8,8%, et cela dans une situation financière difficile actuellement en Allemagne.

En outre, notre gouvernement veut que l'efficacité de la coopération soit davantage évaluée du point de vue des bénéficiaires (société civile). Pour mieux évaluer les impacts de la coopération au développement, il veut établir une nouvelle institution allemande pour l'évaluation des projets de développement.

Jusqu'à présent, les agences de développement allemandes ont évalué leurs impacts, en grande partie, par eux-mêmes. Ce n'est pas très logique.

Le gouvernement allemand veut aussi améliorer l'image de la coopération en Allemagne, parmi les Allemands (car ce sont les contribuables allemands qui financent l'aide au développement). Notre gouvernement pense que s'il n'y a pas de résultats visibles, les contribuables allemands ne vont plus accepter leur soutien financier pour la coopération dans les dix ans à venir. Notre gouvernement veut montrer aux Allemands qu'il s'agit aussi des intérêts et valeurs allemands, lorsqu'on essaie, par exemple, de réduire le chômage dans une province rurale. Si l'économie locale est revitalisée, cela peut être intéressant aussi pour les petites et moyennes entreprises en Allemagne.

Un autre projet de réforme est d'améliorer la cohérence de la politique allemande de développement. Cela signifie d'abord la cohérence au sein du gouvernement fédéral. Pour l'instant, les différents ministères allemands font chacun leurs projets dans des différents pays, souvent implémentés par la GTZ. Le gouvernement allemand veut changer cela. Le ministre Niebel (ministre de la coopération) va bientôt travailler plus en concert avec le ministre des

Affaires étrangères et d'autres ministres allemands. Voilà pour la cohérence de la politique allemande interne.

Sur place, en Afrique, le gouvernement allemand veut mettre fin à la multitude de différentes organisations allemandes. Vous les connaissez toutes : GTZ, KfW, Agro Action Allemande, DED, InWent, les fondations politiques etc. etc. Il veut réduire les structures parallèles. Car il faut savoir que toutes ces organisations ont chacune leur propre département Afrique, Amérique Latine, Asie etc. dans leur siège en Allemagne.

Notre gouvernement veut donc fusionner les organisations GTZ, DED et InWent en une grande organisation qui s'appellera GIZ (Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit).

Le 7 Juillet, le gouvernement allemand va formellement décider la mise en œuvre de cette fusion qui est prévu pour le 1^{er} Janvier 2011. LE ministre Niebel a beaucoup de soutien pour cette réforme parmi les autres ministres et aussi parmi l'OECD/DAC.

L'opposition, cependant, critique que la réforme proposée ne sera pas complète sans autant fusionner la KfW. Ce point est soutenu aussi par l'OCDE qui a également déclaré la séparation de l'assistance financière et technique le mal principal de la politique allemande de développement.

Notre gouvernement se bat aussi pour une meilleure division du travail (dans le sens de la Déclaration de Paris) au sein de l'Union européenne et au sein des structures internationales. Le gouvernement allemand préfère travailler avec un nombre encore plus restreint de pays partenaires pour être plus efficace

dans ces pays. Le Code de conduite européen selon lequel seulement jusqu'à trois secteurs prioritaires peuvent être renforcé, restera valable.

Pour améliorer la division du travail au niveau européen, le gouvernement allemand veut plus de concertation entre bailleurs de fonds au niveau de l'UE (pas tous les pays donateurs ne doivent nécessairement être présents dans tous les pays africains!). Dans le sens de l'harmonisation, le gouvernement allemand veut également que les acteurs multilatéraux, la Banque Mondiale, les Organisations des Nations Unies et les banques régionales, se positionnent sur la division du travail.

Niebel considère les projets bilatéraux (GTZ, fondations politiques etc.) étant plus efficaces que la plupart des projets multilatéraux qui sont souvent des programmes énormes avec peu d'impact.

Niebel veut choisir les organisations internationales avec qui l'Allemagne travaille en fonction de leur efficacité et l'efficience de leur travail. Il veut toutefois continuer à développer les « programme based approaches » (PBA). Mais attention, il ne faut pas confondre les PBA avec l'aide budgétaire. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

L'aide budgétaire peut être une option dans ces pays où les critères d'attribution soient respectés en termes de bonne gouvernance et d'une gestion transparente des finances publiques. Là où ces conditions sont remplies, il voit des opportunités en termes de renforcement de la bonne gouvernance.

Sinon, l'Allemagne n'est pas tout à fait convaincue des avantages de l'aide budgétaire. Actuellement, l'Allemagne participe dans une évaluation internationale de l'appui budgétaire.

Concernant le budget pour la coopération au développement de l'Allemagne: Dirk Niebel se bat comme son prédécesseur Mme Wieczorek-Zeul pour accomplir l'objectif de 0,7% (ODA). En 2009, pourtant une année difficile financièrement, il y avait plus d'argent pour le budget du ministère de développement que l'année précédente. Selon Niebel cependant, entre 2011 et 2014, le budget pour la coopération ne connaîtra probablement pas d'augmentation.

Malgré tout, et compte tenu de la crise budgétaire, il est peu probable que d'ici à 2015 l'objectif des 0,7 pourcent soit atteint. C'est le même cas dans d'autres pays. Avec de moins en moins de fonds publics, il est donc de plus en plus nécessaire d'augmenter l'efficacité!

Vous voyez, le gouvernement allemand exige donc une remise en question radicale de la coopération au développement.

Le gouvernement allemand est actuellement en train de s'accorder sur une nouvelle stratégie de coopération avec l'Afrique, qui comprend tous les domaines de la politique qui sont valables pour la coopération avec l'Afrique. Pour, justement, créer plus de cohérence dans la politique allemande sur le continent africain. Le Cabinet votera cette stratégie au plus tôt à la fin du mois d'août.

Nous, la Konrad-Adenauer-Stiftung, sont très favorables à une restructuration fondamentale de la politique allemande envers l'Afrique et nous soutenons de nombreuses idées du ministre Niebel.

De notre côté, nous avons adopté un document stratégique (bien avant que le gouvernement adopte la sienne ;-)) qui contient 10 recommandations pour une politique allemande en Afrique (il va y avoir une traduction anglaise). Avec ce document, la KAS veut non seulement stimuler le discours en Allemagne, mais surtout apporter des idées constructives pour cette nouvelle politique de coopération avec l'Afrique :

Voici les thèses centrales et recommandations de ce document:

1) Elargir la coopération au développement allemande à un concept plus large de coopération allemande avec l'Afrique : C'est donc tout à fait dans le sens de Niebel.

2) Rendre transparent des intérêts mutuels et valeurs partagées : Les allemands ont un sincère intérêt de montrer leur solidarité avec les africains. Mais vous savez très bien que, à côté de cela, il y a d'autres intérêts aussi comme par exemple l'exploitation des ressources naturelles. Si la coopération africaine-allemande veut faire bénéficier les deux parties, il faut que des valeurs universelles comme la liberté, la solidarité et la justice, le respect des droits de l'homme, la primauté du droit et la démocratie soient convergents avec les intérêts spécifiques de l'Allemagne et ses pays partenaires africains.

Seule l'identification authentique des motifs et intérêts, économiques et autres, par les deux parties rend possible des partenariats de confiance. Seulement sur la base de confiance, les projets de coopérations peuvent faire bénéficier les deux parties.

3) Rendre plus efficaces les structures de la coopération internationale, se

concentrer sur moins de régions et domaines d'intervention : Tout à fait dans le sens de Niebel. Pour la KAS, par contre, il ne s'agit pas forcément d'augmenter les aides, mais de les rendre plus efficaces. La KAS demande même une redistribution de fonds multilatéraux à des fins bilatérales, en se concentrant, chaque pays, sur un nombre restreint de pays et secteurs.

4) Renforcer l'appropriation des projets de développement par les africains et soutenir leurs réformes (ownership) :

Le partenariat implique une relation d'égalité entre les Africains et les Allemands, dans lequel chaque partenaire prend ses responsabilités. La logique bailleurs-récepteurs doit être brisée. La souveraineté accrue de nos partenaires africains mérite cela.

5) Renforcer l'état de droit, la démocratie et la bonne gouvernance :

Afin de protéger la dignité de l'homme et des droits humains en Afrique il faut renforcer l'Etat de Droit. Ce soutien améliorera également les conditions pour le développement économique, le commerce et l'investissement. Seulement des systèmes démocratiques peuvent assurer l'Etat de Droit. C'est pour cela que les structures et procédures démocratiques, en particulier les partis politiques et la société civile, doivent être renforcés. Pour améliorer la qualité de la gouvernance démocratique et la compétition politique dans les systèmes multi-partite.

6) Développer les systèmes d'économie social de marché social (Social Market Economy) et renforcer la coopération économique avec l'Afrique : Une économie de marché à orientation sociale, qui suit les principes directeurs de la personnalité, la solidarité et la subsidiarité, est la condition pour la

prospérité, la justice sociale et des économies durables. Elle favorise l'engagement du secteur privé en Afrique, mais exige également un ordre commercial international équitable !

7) Renforcer le dialogue interreligieux et interculturel :
Le dialogue entre cultures et religions en Afrique doit être encouragé car il prévient des crises et conflits.

8) Renforcer la paix et le développement par le concept « sécurité en réseaux » :

Renforcer les instruments civils et militaires africains, les institutions et programmes de maintien de la paix, car le développement durable exige la paix et la sécurité.

9) Promouvoir le développement rural et le gouvernement local, la santé et l'éducation :

La lutte contre la faim et le renforcement de la sécurité alimentaire nécessite la promotion du développement rural. Une meilleure l'administration locale facilite la prestation décentralisée des services clés dans les domaines des soins de santé et de l'éducation.

10) Préserver les ressources naturelles et l'environnement, protéger la biodiversité et le climat pour l'avenir :

Dans la lutte contre le réchauffement climatique et les changements climatiques de solides partenaires africains sont nécessaires. Car l'Afrique sera particulièrement touchée par cela, des projets d'adaptation au changement climatique sont de plus en plus nécessaires en Afrique.

Conclusion

L'objectif de la politique allemande en Afrique doit être le renforcement d'un cadre favorable pour les entreprises, le développement de la démocratie et de la paix. Le niveau des transferts publics ne doit pas prendre trop de place dans les débats. Ce n'est pas la quantité qui compte mais la qualité.



2^{ème} Panel :

Le panorama politique de l'Afrique de l'Ouest



Dr. Abraham Bengaly

Introduction

A partir de 1990 de nombreux états de l'Afrique de l'ouest se sont engagés dans le processus de démocratisation. Les concepts de l'état de droit, de droits de l'homme et de gouvernance ont été les référentiels des actuelles politiques. Dans certain États on a pu parler du nouveau de constitutionnalisme. Après 20 ans d'exercice démocratique quel est constat ? Les états africains ont-ils pu relever les défis ? Quelles sont les acquis et les conséquences ? Quelles sont les perspectives pour l'approfondissement de la démocratie en Afrique de l'ouest ? Quelles sont les reformes apportées par le Mali face aux défis relevé ?

1. L'état des lieux de la situation politique en Afrique de l'ouest

Ce constat concerne principalement 6 États de l'Afrique de l'ouest (BF, Mali, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Niger)

1.1. Les acquis

On peut évoquer entre autres :

- L'effectivité du constitutionnalisme
- L'existence des institutions républicaines
- Le pluralisme politique
- L'émergence d'une société civile plus active

1.2. Les insuffisances

- La rupture constitutionnelle (tripatouillage, constitutionnelle, résurgence des coups d'état militaires)

- L'affaiblissement des partis politiques (l'absence de statut de l'opposition)
- L'exercice difficile de sa liberté de presse
- La problématique de la légitimité des institutions issues des élections contestées et de mandats prolongés

2. Les perspectives pour améliorer la situation politique en Afrique de l'Ouest

2.1. La consolidation de la démocratie de l'État de droit et de la gouvernance politique

- L'avènement des institutions crédible
- Une justice indépendante et impartiale
- La tenue des élections libres, fiables et transparentes
- Une culture démocratique intériorisée et le plein respect des droits de l'homme
- L'obligation de la réduction des comptes
- Le renforcement des conflits des partis politiques

2.2 La prévention et la gestion des crises/conflits

- La nationalisation des mécanismes endogènes de gestion des conflits
- Le développement du dialogue politique constructif
- La promotion de la paix

3. Les reformes maliennes aux défis politiques actuel

3.1. Les reformes politiques

La mise en place des structures :

- 2008 le comité de Réflexion sur la consolidation de la démocratie au Mali (CRCD)
- 2010 le Comité chargé des reformes institutionnelles (CARI)

3.2. La reforme constitutionnelle

- Le rapport du CARI réunion d'orientation à la reforme constitutionnelle
- L'institutionnalisation du bicamérisme (Assemblée National et le Sénat)
- Le renforcement de la société civile
- Le renforcement des médias (une instance unique de régulation)
- Pour un Régime semi-présidentiel

Conclusion

L'Afrique occidentale est dans la voie de la construction démocratique. Mais elle a besoin des ressources humaines pour réaliser cette oeuvre de longue haleine. Il est impératif de développer le dialogue entre les différents acteurs politiques et de promouvoir la paix. Il n'y a pas de développement sans démocratie, il n'y a pas de démocratie sans paix. Démocratie – Développement - paix

Laurent Akoun

Le paysage politique en Afrique de l'Ouest

INTRODUCTION – Prolégomènes-

Un thème comme le nôtre présente deux difficultés majeures de forme. Il est la fois vaste et le temps qui nous est imparti pour l'aborder est court.

-Vaste parce qu'il s'agit de parler d'une région forte de 15 pays sur une superficie de 6. 143. 713 km² qui revendiquent un peu plus de 250 millions d'habitants.

L'Afrique de l'Ouest n'est qu'une partie de l'Afrique subsaharienne elle-même subdivisée en quatre régions: l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Centrale et l'Afrique du Sud. Mais la difficulté de notre propos ne tient pas seulement à ces données géographiques, s'y ajoute la diversité linguistique: les francophones, anglophones et lusophones si l'on ne retient que ces aspects linguistiques au plan international.

L'Afrique de l'Ouest présente une grande variété géographique et culturelle entre l'océan Atlantique à l'ouest et au sud et le Sahara au nord. Cette région est dominée par des plaines dont l'altitude est inférieure à 300 mètres.

Les nations qui la composent sont:

Le Bénin – le Burkina – la Côte d'Ivoire – la Gambie – le Ghana – la Guinée – la Guinée Bissau – le Cap Vert – le Libéria – le Mali – le Niger – le Nigéria – le Sénégal – la Sierra Léone – le Togo.

On comprend qu'il nous est pratiquement impossible de faire l'étude d'une telle région en si peu de temps. Dire cela n'est pas nous résiner par rapport au travail qui nous a été confié. C'est simplement avertir de ce que nous ne dirons

que l'essentiel, en espérant que les échanges que nous aurons à la suite de notre exposé puissent éclairer davantage les séminaristes.

A la complexité liée au cadre physique, il faut ajouter la pluralité du terme "**politique**." Parler du paysage politique de l'Afrique de l'Ouest sous-entend une description générale des politiques de cette sous région. On pourrait penser à la politique économique, à la politique monétaire, à la politique régionale ou communautaire, à la politique militaire, etc. Mais ce qui gouverne toutes ces politiques, c'est la **politique**. Autrement dit, c'est la manière dont sont gouvernés les 15 Etats de cette partie de l'Afrique. En d'autres termes, parler du paysage politique de l'Afrique de l'Ouest, c'est parler des choix des régimes politiques qui sont en vigueur dans cette région.

De façon schématique, c'est cette vue d'ensemble que les organisateurs de ce séminaire ont appelé le « paysage politique ».

1° Historiquement, le paysage est une notion artistique, au sens de décor disposant d'une valeur esthétique.

Le paysage est appréhendé visuellement. Et si la notion a une dimension esthétique, voire picturale ou littéraire en tant que représentation, elle recouvre de nombreuses acceptions. Par extension, comme le terme panorama, dans des expressions comme « paysage politique » ou « paysage médiatique », le paysage peut désigner un ensemble contextuel, la vision des choses à un temps donné, le paysage étant en constante évolution.

La notion de paysage est somme toute assez récente. Avant d'être l'objet de représentations artistiques ou d'études, le paysage était un **pays** au sens originel du terme, c'est-à-dire une portion du territoire offrant des perspectives plus ou moins importantes avec une identité marquée, le cas échéant un lieu de vie et de travail pour les habitants locaux qui font partie de ce pays.

Retenons que **le paysage** est avant tout une « vue » : **il est à la fois vue** d'un espace qui existe indépendamment de nous, comme une montagne par

exemple et donc susceptible de pouvoir être étudié de façon objective et globale, **mais aussi vue** d'un espace que l'on perçoit, que l'on sent et cela, chacun de manière différente... Car à partir du moment où l'appréciation esthétique rentre en ligne de compte, où l'on charge l'espace « **de significations et d'émotions** », l'étude ne peut-être que subjective.

Au bout du compte, au-delà de l'image, le paysage est une portion de l'espace terrestre susceptible d'être appréciée par un observateur.

En tant que perspective culturelle, le paysage est une lecture, une création et une interprétation de l'espace où s'articulent plusieurs plans et où l'on peut identifier des objets et des figures.

Nous voudrions dans notre observation utiliser la méthode de la perspective. L'art de la perspective peut être utilisé soit pour produire une seule projection à partir d'un seul point de vue, soit au contraire pour multiplier les perspectives sur une même surface de telle sorte que suivant le point de vue où on se place, on obtiendra plusieurs visions différentes. La modestie recommande que le deuxième cas retienne notre choix dans l'observation de 15 Etats qui constituent l'Afrique de l'Ouest. Notre appréciation du paysage politique de l'Afrique de l'Ouest, ne se veut pas exclusive. Il en sera de même pour notre compréhension de la notion de politique.

2° La politique est la « Science des affaires de la Cité », selon les Grecs de l'Antiquité. Pour les philosophes de la Grèce Antique, le mot **politique** recouvre, au moins, trois sens

- L'étude du cadre général d'une communauté, d'une société organisée et développée ;
- L'étude de la structure et du fonctionnement (méthodique, théorique et pratique) d'une communauté, d'une société ;

- la pratique du pouvoir à travers les luttes de classes et de la représentativité des partis politiques auxquels appartiennent les acteurs de ces luttes...

Cette notion a d'ailleurs été définie par plusieurs penseurs qui ont fait de la matière une science autonome.

Pour **Aristote**, philosophe grec, la politique, science du gouvernement s'apprend. Pour ce philosophe de l'Antiquité, la politique apparaît comme un véritable métier.

Pour **Machiavel**, le premier penseur politique moderne (la Renaissance), trois principes doivent diriger **le Politique** : la force, le respect des lois et la ruse.

Quant à la philosophie britannique basée en majorité sur la théorie du contrat social, elle a inventé la légitimité de la force de coercition dans l'action politique des gouvernants. Dans leur entendement, la contrainte est, en effet, aux yeux des individus eux-mêmes, le seul moyen d'intégration dans l'unité du corps social. Ainsi se justifie la dépossession par tous les hommes de leur liberté naturelle au profit du souverain lequel exerce désormais, seul le pouvoir absolu sur ses sujets (**Thomas Hobbes**, Le Léviathan).

A ce pouvoir absolu, une autre voix de la philosophie britannique va porter une limite, on dirait une amélioration. Pour **John Locke** (1667), le contrat entre le souverain et son peuple doit avoir des bornes. Il va donc proposer des limites aux pouvoirs du souverain. Partisan d'une monarchie mixte, Locke proclame que la souveraineté ne saurait être illimitée

C'est **J.J. Rousseau**, en France, partisan de la théorie du Contrat Social qui soutient qu'il faut concilier liberté et obéissance à la loi.

En Chine, les philosophes s'appuient sur la tradition pour donner un contenu et un sens à l'action politique. Ainsi **Confucius** veut restaurer l'ordre et la paix grâce au respect des traditions, à la légitimité du pouvoir et à la hiérarchie

sociale. Il soutient que pour que le pouvoir politique puisse vivre et être pérenne, le Prince est tenu de se comporter comme un homme de qualité, un sage en montrant sans cesse l'exemple. D'où la question de l'auto gouvernance gage d'une meilleure administration des hommes : « **Si un homme sait se gouverner lui-même, quelle difficulté aura-t-il à gouverner un Etat ?** ».

Dans leur grande majorité, les pays de l'Afrique de l'Ouest ont accédé à l'indépendance dans les années 1960. Cette accession à la souveraineté nationale et internationale qui s'est faite dans l'allégresse, marque également les débuts difficiles de nations en construction dont l'apprentissage de l'exercice du pouvoir d'Etat est laborieux. Il faut également préciser que cette accession à l'indépendance s'est faite avec des partis uniques.

En absence de mécanismes institutionnels concrets pour favoriser la bonne gouvernance dans ces Etats, la région de l'Afrique de l'Ouest, à l'instar des autres régions africaines, sera sujette à de nombreux coups d'Etat et/ou des tentatives de sécession.

Ces coups d'Etat, loin de favoriser l'émergence de nouvelles classes politiques ayant un sens très élevé de la notion d'Etat et l'intérêt général, se sont caractérisés par des politiques tribalistes et claniques dont le seul intérêt est d'améliorer les conditions sociales des populations d'une tribu, d'un clan voire d'une ethnie.

Le paysage politique de l'Afrique de l'Ouest sera présenté à deux moments de son histoire: de l'indépendance aux années 1990 d'une part (I) et de 1990 à nos jours, d'autre part (II).

I/ De l'indépendance à 1990

Rappelons qu'au moment où la majorité des pays de l'Afrique de l'Ouest accédaient à l'indépendance, les alliés géraient encore les dividendes de la victoire (Deuxième Guerre Mondiale), la division du monde en deux blocs.

La bipolarisation du monde influencera la politique adoptée dans les Etats nouvellement indépendants d'Afrique. Les uns s'allieront au Bloc de l'Est dès les premières heures (Ghana, Guinée...), les autres naturellement à celui de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal, Nigeria, Togo, Mauritanie, Burkina Faso, Libéria, Gambie). Malgré ces choix « idéologiques » ces pays ont en commun : le monopartisme de leur régime respectif.

Le paysage politique de cette partie de l'Afrique est donc dominée par des régimes de parti unique qui sont l'émanation du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) pour les pays de l'Afrique francophone constitué le 18 Octobre 1946 à Bamako au soudan français aujourd'hui appelé Mali. C'est le cas de la Côte d'Ivoire avec le PDCI.

A partir de 1963, avec le coup d'Etat du Togo, la région sera perpétuellement confrontée à des tentatives de déstabilisation et à des coups d'Etat dans la majorité de ces Etats, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

. Sous le règne des partis uniques (partis-Etats), il a été donné de constater une absence de contre-pouvoirs susceptibles d'équilibrer la vie publique. Car, le parlement (pouvoir législatif), souvent, monocaméral n'était qu'une « chambre d'enregistrement » des décisions de l'exécutif.

L'absence de pluralité politique et l'impossibilité pour d'autres acteurs d'accéder au pouvoir d'Etat sont à la base des nombreuses tentatives et des coups d'Etat dans la région. Les coups de d'Etat sont ainsi justifiés, par leurs auteurs, comme les seuls moyens d'accession au pouvoir d'Etat.

C'est dans ce contexte de gestion patrimoniale des affaires publiques que survient la crise économique des années 1980. L'Etat se désengage, privatise et abandonne ses missions régaliennes dans les domaines de l'éducation, la santé... « Etat sous perfusion » avec les PAS et autres « remèdes de cheval » du FMI et de la banque mondiale...

Cette expérience du désengagement de l'Etat et les privatisations des sociétés d'Etat qui ont suivi, sous la pression des politiques d'ajustement structurelles ont montré les limites/faillites du parti unique et la faiblesse des Institutions mises en place après les indépendances.

I/ le panorama politique à partir de 1990

Les masses populaires contestent l'ordre ancien et exigent des réformes.

Un nouvel ordre politique essentiellement marqué par l'effondrement des régimes de partis uniques et des régimes militaires se dessine. C'est la période du multipartisme avec les "conférences nationales" qui vont conduire à des changements de régimes.

Cependant, cette alternance démocratique n'a pu empêcher la résurgence de tentatives et de coups d'Etat certains pays, une décennie plus tard.

C'est le cas de la Côte d'Ivoire en décembre 1999, de la Guinée Bissau en 2008, de la Guinée en 2009 et du Niger en 2010.

C'est pourquoi nous saluons les avancées démocratiques au Ghana, au Benin, au Mali et au Sénégal. Car les menaces planent...

Ces menaces sur le processus démocratique dans la région ont pour nom : les révisions des lois fondamentales, les activités des narcotrafiquants et des organisations du crime organisé transfrontalier.

Pour conclure, retenons que depuis 1990, les systèmes politiques multipartistes se sont répandus à travers notre région et ont introduit des notions politiques nouvelles :

- l'alternance politique
- la distinction entre une majorité et une opposition ;

- la distinction entre deux principaux camps politiques : la droite et la gauche, ou de manière caricaturale, les conservateurs et les réformateurs.

Malgré cette distinction les alliances sont possibles.

[Au Sénégal, en 2000, l'alternance démocratique est le fruit de l'alliance entre partis politiques de gauche et de droite.

Aujourd'hui encore en Côte d'Ivoire, une alliance se noue entre le PDCI, le RDR, l'UDPCI et le MFA à travers le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) et le PIT de F. Wodié].

Rt. Hon. Francis B. Adah

Introduction

I feel highly honoured and elevated to have been invited to share my views on the political situation of our sub-region, West Africa. This gathering is timely and important in several respects, especially because most African countries, including Nigeria, are commemorating the 50th anniversary of Independence (1960-2010). Let me remind us that thirty African nations gained their political independence within five years of Ghana's historic moment on March, - 1857, more than half of that number gaining their independence in 1960.

West Africa includes 16 countries distributed over an area of approximately 6million km². The countries are Benin; Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Liberia, Mali, Mauretania, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone and Too. With a population of about 145 million, West Africa is by far one of the most populous regions and accounts for almost two out of every four Africans living on the continent.

West Africa is unique in many important respects. It is home to the world's most populous Black Country (Nigeria) and Africa's oldest Republic (Liberia). It produced the first African country to gain independence from colonial rule (Ghana in 1957). It is in West Africa that one of the first military coups d'états in post independent Africa took place when members of the Togolese armed forces forced toppled and murdered Sylvanus Olympio. After the Togolese experience, the region came to have notoriety as the coup d'état belt of Africa, with only Senegal and Cote d'Ivoire managing to escape direct military coup at the turn of the twentieth century in December 1999. Among the sub-region's first is the achievement of our own Wole Soyinka as the first African to win the Nobel

Prize in literature. It is important to mention that much of Soyinka's literary works are commentaries on our political situation.

The Politics of Colonization and independence

Between 1880 and 1900, the whole of West Africa (saving only the Republic of Liberia) was divided among European nations in a process known as the scramble and partition of Africa. The diplomatic agreement that facilitated this process was reached at the conference tables of Berlin, with no African present. At the end of the partition, Britain controlled Gambia, Sierra Leone, Ghana and Nigeria. France came out with Senegal, Guinea, Mali, Burkina Faso, Benin, Cote d'Ivoire and Niger, which it unified to French West Africa. Portugal founded the colony Guinea-Bissau, while Germany claimed Togoland, but was forced to divide it between France and Britain following the defeat in the First World War. Only Liberia retained its Independence, at the price of major territorial concessions.

It should however be stated that unlike other regions of Africa, West Africa did not experience settler forms of colonialism as occurred in such places as South Africa, Namibia, Zimbabwe, Mozambique, Kenya, Algeria and the Belgian Congo (Zaire). The dead toll in lives which the West African mosquito exacted on the early Europeans to the region was a key factor which dissuaded white settler rule in the sub-region.

West African societies cherished their sovereignty and this made them resist alien rule. The struggle to end colonial rule was given a boost by the First World War, which emphasized the right of all people to choose the form of government under which they should live. From the mid- 1940s, West African countries began increasingly to take different paths to independence. In 1957, Ghana, under Kwame Nkrumah, became the first Sub-Saharan colony to

achieve its independence, followed the next year by Guinea in 1958 under the leadership of president Ahmed Sekou Toure'. By 1974, West African nations were entirely autonomous.

Since independence, many West African nations have been plagued by various problems of nation building, with notable civil wars in Nigeria, Sierra Leone, Liberia and Cote d'Ivoire, and a succession of military coups in Ghana and Burkina Faso. Many countries have failed to develop their economies despite enviable natural resources, and political instability is often accompanied by undemocratic governments. It has become customary for extremists to dismiss West African independence as a fluke, a mirage, with some of them asking "when would independence be over? I agree that West African states have suffered serious setbacks but the general importance of independence must not be dismissed to lightly. This is why gatherings like this should aim at taking stock of our successes and failures as independent states as well as point out the missed steps and lessons for a future West Africa. It is in this context that I appreciate the opportunity to participate in this deliberation.

The Challenge of Nation building and Development

Any meaningful discussion of the political panorama of West Africa should necessarily point out that the European colonizers included within the same administrative units a number of people who differed in history, social structure and language. This is why all West African states are either multinational or polyethnic. No ethnically homogenous countries like Botswana and Somalia exist in West Africa. In Nigeria alone; there are over 250 ethnic groups, many of which are divided into several sub-groups. Members of some ethnic groups are spread out across a number of countries. For example, the Yorubas are found in Nigeria, Benin; Ghana, and Cote d'Ivoire; Hausa in Nigeria,

Niger and Chad; the Wolofs in Senegal and the Gambia; Shuwa Arabs in Chad, Nigeria and Niger; Mandingos in Guinea, Guinea-Bissau, Sierra Leone and Liberia; Ewes in Ghana and Togo; Akans in Ghana and Cote d'Ivoire, Fulanis in virtually all the countries, and the Tuaregs in Niger, Mali and Burkina Faso. The traditional ethnic groups within each country have retained their individuality and most decisions are taken along the lines of "ethnic arithmetic". This is equally true of Cote d'Ivoire which officially abolished tribalism down to facial markings.

As most countries in the sub-region and Africa as a whole commemorate the Golden Jubilee of independence, I urge us to convert our diversities into assets. We cannot continue to attribute every problem of state craft or nation building in West Africa to our diversities and pluralism. It was the universal Negro Improvement Association and the Negro World of Marcus Garvey; the West African Student union, the Nigerian Trade Union Congress etc; who fought and recovered sovereignty and independence, not any ethnic or tribal organization. We must be challenged by the inter-ethnic and trans-national unities that existed among nationalists from various walks of life.

A majority of the countries in West Africa attained independence as multi-party system, at least nominally. However, in many countries, multi-party system soon gave way to single party or military rule which made opposition impossible. The rapidity with which military rule spread from Togo to encompass all the other countries of the sub-region, with the exception of Cote d'Ivoire and Senegal, and the rapid, often violent regime turnover that the region witnessed in the period up to the late 1990s, is symptomatic of the crisis of governance that continues to afflict the area. This explains why our attempts at democratization have been quite problematic. This should, however, not be

taken as reason to make democracy fail in the sub-region. Indeed, both the government and the governed must show in practical terms, commitment to the maturation, consolidation and deepening of democracy in all our nations which admittedly is fragile in many cases. Democracy has proved to be a major weapon for welding diverse and plural societies together in many parts of the world and we cannot be an exception. Without doubt, democratization is imperative for our development which should diminish the tendency of our people to seek refuge and protection within their ethnic, religious and social conflicts that have given our sub-region a bad name and frustrated the aspiration of our people to the “good life”. Democracy must have the capacity to right the wrongs of dictatorship and bring about visible dividends. In our Nigerian experiment, the leadership encapsulated its determination for democratic dividends into a 7-point Agenda for the rapid transformation of our nation into a major industrial nation where the rights of citizens and the associating communities are fully protected and respected.

Let me emphasize that democracy must be driven by politicians and not political contractors and touts. In differentiating these actors, Professor J. Isawa Elaigwu argued that the politician is one who is dedicated to politics and seeks to acquire and use power in the interest of the electorate. The political contractor is a businessman in the political terrain. For him, democracy and values are unimportant; even though he may be shouting them at public for a. the political tout is the hireling of the contractor and does his bidding, even if it involves maximum dispensation of violence. Violence in most West African states is to ensure that the political contractors and touts would fizzle out from the system in favour of politicians. Leadership is not about intimidation and manipulation; it is about influence and leading people to achieve pre-determined goals. West African leaders and policy makers will have to brace

themselves for major challenges of the 21st century. There are sufficient examples from Ghana, Guinea, Cote d'Ivoire, Senegal, Togo, Liberia, Nigeria etc to deter us from manipulating the democratic process. The consequences have always been fatal and politically demeaning.

Before I end this necessarily sketchy discourse, let me comment on the economic Community of West Africa States (ECOWAS) which was formed with the prospect of advancing the fortunes of West Africa. It is to be regretted that although all of the countries of the sub-region signed the ECOWAS treaty and its protocols, there are several lines of division that continue to keep us apart and undermine our efforts at co-operation. The international geopolitics of the Francophone-Anglophone contest are all too often refracted into the West African sub-region with consequences on the will and scope for the extension of the boundaries of cross-cutting sub-regional co-operation. This partly explains why the struggles against economic domination as well as the aspiration to eliminate poverty in West Africa have all remained tall dreams. As of 1999, West African countries owed some billions of dollars to members of the London and Paris Club as well as multi-lateral financial institutions like the World Bank. Burkina Faso's debt represents some 50 percent of its Gross Domestic product. For Togo, Senegal, Niger, Sierra Leone, Benin, Ghana and Cape Verde, it is between 55% and 100% of their GDP. For Nigeria, Mali, Guinea, The Gambia, Cote d'Ivoire and Mauritania their external debt ranges between 110% and 200% of their GDP. Guinea-Bissau's external debt is an astonishing 350% of its GDP. This explains why West Africa earned the dubious distinction of being home to some of the poorest and backward of the underdeveloped countries in the world. None of the West African States had a per capita GDP that was up to US\$1,000 as of 1990; for 13 of them (Mali, Niger, Burkina Faso, Guinea Bissau, Guinea, Mauritania, The Gambia, Sierra Leone,

Togo, Benin, Ghana and Nigeria) it was under US\$500 at the end of 1994. Practical steps need to be taken to improve the welfare and well being of our people who live below the poverty datum level.

Despite the noble objectives of ECOWAS, anyone taking a panoramic view of West Africa will be confronted with a number of boundary disputes. It is in West Africa that most of the boundary disputes that have been witnessed on the African continent have unfolded: Nigeria vs Cameroon, Nigeria vs Benin, Nigeria vs Chad, Ghana vs Togo, Mali vs Burkina Faso, Burkina Faso vs Cote d'Ivoire, Senegal vs Mauritania, Guinea vs Sierra Leone etc. West African States should ensure that borders unite rather than divide the people of the sub-region. We can no longer afford to be addressed as "collapsed" or "failed" states. The need for this becomes imperative when we remember that the colonial partition left members of some ethnic groups divided between two or more states.

Conclusion

In this discourse, we did a sketchy analysis of the political landscape of West Africa, stressing that much needs to be done to stabilize West African states and make them prosperous. The current disdain and suspicion among our people must be arrested. Our current travails with democracy and development demand that we provide the political leaders with well-thought-out maps for solutions in all sectors of our political economy. Our project of democratisation and development, such a grand and awful necessity touching the best hopes and aspirations of our people, deserves our full support and commitment. This is what we must do so that our economy and people do not become the victims of globalisation. I thank you for your patience in hearing me through, God bless.



3^{ème} Panel

**Perspectives économiques dans l'Afrique de l'Ouest
dans le sens d'une économie sociale de marché**

Bocar Sidick Kane

Contributions au thème: Le panorama politique de l'Afrique de l'Ouest

Le paysage politique de notre sous région a été pris en compte et bien expliqué par les premiers intervenants de ce panel.

Aussi ai-je choisi de m'interroger sur quelques expériences d'avances démocratiques qu ne laissent personne indifférent.

Le cas du Sénégal – qui constitue une exception en Afrique de l'Ouest pour n'avoir pas subi les affres d'un coup d'état militaire jusqu'à maintenant – est intéressant à plus d'un titre. En effet au Sénégal des élections furent régulièrement organisées dans les quatre communes (Dakar, Rufisque, Gorée et St. Louis) et ceci depuis 1848. Nous pouvons en dire autant pour le syndicalisme qui à beaucoup contribué à cette époque à la formation de la conscience citoyenne de ses acteurs. L'alternance politique survenue le 19 Mars 2000 au Sénégal n'est donc que le couronnement d'un long processus qui voit le sénégalais prendre conscience de la puissance qu'il détient par devers lui pour lui apporter les changements auxquels aspirent la majorité.

Au-delà de la volonté de changement exprimée par les Sénégalais ce 19 Mars 2000, force est de constater – comme l'a si bien reconnu Maître Abdoulaye WADE – que le pendant, a fait preuve de grandeur, dans l'intérêt supérieur du Sénégal, pour reconnaître très tôt sa défaite et féliciter le vainqueur.

Depuis lors le dialogue politique évolue en dents de scie. La grande césure est intervenue aux élections législatives de 2007 que l'opposition significative à boycotter. A mon avis, ce boycott qui leur prive d'un cadre d'expression dans les institutions politiques n'a pas trop plombé l'instauration d'un dialogue politique.

D'autres exemples d'acquis démocratiques qui me semblent intéressants à retenir dans la sous-région concernant le Mali, le Ghana et le Bénin.

1. Pour le Mali

Le président Alpha Omar KONARE, au terme de deux mandats à la tête du pays, il n'a pas jugé nécessaire de modifier des dispositions constitutionnelles pour rester au pouvoir.

Son successeur Amadou T. TOURE va terminer son second mandat. Il a dans ce cadre, entrepris un grand chantier de révision de la constitution du Mali. Personne ne peut douter de sa sincérité puisque n'étant pas concerné par les compétitions (élections présidentielles) en vue.

2. Pour le Ghana

Le système politique ghanéen a atteint à mon avis un niveau de maturation tel qu'il est aujourd'hui très difficile à une formation politique de se faire une majorité politique au parlement au point d'écraser les autres. Cet équilibre, qui est loin d'être une source d'instabilité institutionnelle, contribue à l'instauration d'un réflexe consensuel de tous les acteurs politiques. Cette prise de conscience explique en grande partie l'instauration d'un dialogue politique fécond.

3. Pour le Bénin

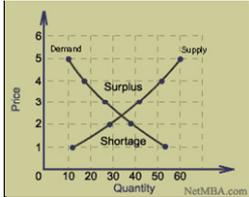
Le cas du Bénin est très intéressant en ce qu'il constitue une première dans l'espace politique de l'Afrique de l'Ouest. Qui est-ce qui s'est réellement passé pour que des partis politiques très forts avec un ancrage au niveau national pendant des élections face à un candidat indépendant qui n'est revenu au pays que pour les besoins de cette compétition ? Quels enseignements les sociétés de la région Afrique peuvent-elles en tirer ?

Prof. Dr. Ebenezer A. Thompson

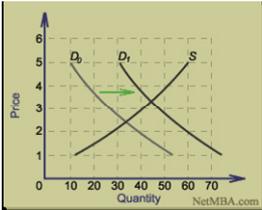
Economic Development prospects in West Africa under special consideration of the concept of the Social Market Economy

Prof. Dr. Ebenezer Amoh Thompson
Free European School of Economics
Switzerland

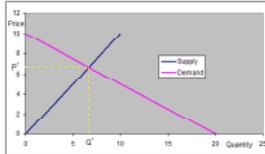
Remarks to FME



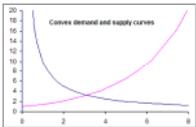
Remarks to FME contd...



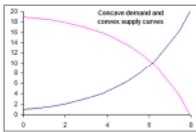
Remarks to FME contd...



Remarks to FME contd...



Remarks to FME contd...



Overview over conception and origin of Social Market Economy

- German Federal Centre/Agency for Civic/Political Education (Bundeszentrale für Politische Bildung):
- Social Market Economy (SME) refers to an economic order/system (**Wirtschaftsordnung**) which on the basis of capitalist/free economic competition (**kapitalistischer Wettbewerb**) the state is assigned the responsibility to undertake socio-political corrections and to work towards social balance.
- The process of building a social/welfare state (**sozialstaat**) as a corrective capitalist /free economy from the point of view of SME is necessary because the social upheavals/disadvantages (**Verwerfungen**) of the uncontrolled/unchecked (**ungehemmten**) capitalism considerably contributed to the political devastations and to both world wars of the first half of the 20th century.
- SME was developed after the second world war in Germany primarily by Ludwig Erhardt and Alfred Müller-Armack and is seen as the Foundation of the German Economic and Social System (**dt. Wirtschafts- und Sozialordnung**).

Overview over conception and origin of Social Market Economy

- SME is the economic system in FRG.
- SME is based on the free market economy (FME).
- To prevent possible major social injustice due to the operation of the free market economy, the state intervenes in the working mechanism of the free market economy through certain policies (rules and regulations).
- Examples of state interventions through regulatory framework for the economic environment
 - Employment Protection Act, Laws preventing arbitrary /unwarranted dismissal of employees (**Gesetze zum Kündigungsschutz**). This is important because such dismissals normally pose big problems for employees.
 - Cartel Offices: Laws preventing big companies from forming cartels enabling them to dictate prices of their products as pertaining in monopolistic markets. This could lead to bankruptcy of smaller companies.
 - Laws from state protecting employees from dangerous working environments with respect health hazards and security risks.
 - Unemployment benefits
- The state intervenes in the freedom of the market economy to limit the mechanism where the state thinks FME is not social and serves only the interest of the powerful in society and harms the less privileged or powerful in society. Private property is protected but who has property also has responsibility as how he handles his property.

Characteristics

- Free economic market competition
 - Market price mechanism
 - Decentral planning
 - Consumer freedom
 - Free business activity with holding (besitz) of the factors of production
 - Indirect state intervention
 - Social insurance
 - Competitive controls/competitor monitoring (**Wettbewerbskontrolle**)
 - Social business order
 - Balance between the poor and the rich
 - Classic responsibilities are provision of
 - Internal protection/security (**Schutz nach innen**)
 - External protection/security (**Schutz nach Außen**)
 - Infrastructure
- If these characteristics are fulfilled then the economic system is referred to as SME.

Characteristics

The free market economy regulates the distribution of profits which accrue from the national economy only through the relationship between demand and supply.

Example:

- Labour market: (i) Assumption that job seekers go to employers who pay them the best salary. This works to the advantage of job seekers when there is over supply of jobs/vacancies.
- Goods and services market: Over supply of goods and services helps the buyer to dictate the price.

Within the framework of SME the state takes part of the profit under the maxim, property/wealth goes with responsibility, to take part of the profit in order to finance corrective structural measures and support for losers of free market economy.

Comparism FME and SME

FME

➤ State takes responsibility for internal and external security but does not intervene in the economy.

➤ Private property is not limited.

SME

State intervenes also in the economy to uphold social aims and objectives. Example: Prevention of arbitrary dismissal, work place guarantee for pregnant employees.

Fundamentally private property/is protected but goes with the maxim ownership has its responsibilities (**Eigentum verpflichtet**). It is possible for state to take ones property, against compensation, when for example the security of the state is affected.

Comparism FME and SME

FME

➤ Companies can produce what they want. There is total commercial freedom.

➤ Everybody can enter into contracts as one wants. There is total freedom to contract agreement.

SME

State intervenes in commercial freedom when the state thinks the product is dangerous to society.

Contract freedom is restricted. Rights of economically weak should be particularly protected. For example laws against particularly exorbitant/expensive bank credits (**Wucher**).

Implementation of SME

- Flexible Economic System/Order
 - Where to intervene
 - How to intervene
 - Framework to guide and lead state intervention
- Adaptation to the local environment
- Free Market Economy based type of Economic System
- Decentral System
 - SME in Health System/Health Economy(Players: Hospitals, doctors and their private clinics, pharma industry, pharmacies as well as public insurance companies (**gesetzliche Krankenkassen**))
 - SME in Financial market
- SME targets uncontrolled profit maximisation through controlled and systematic state intervention
- Strong Private Sector to create the profit to be distributed socially

Motivation for Social Market Economy

- As a corrective mechanism in the FME as a means to counter social upheavals of unchecked capitalism.
- Unchecked FME considerably contribute to political devastations and to both world wars of the first half of the 20th century.
- Development of strong Private sector in the national economy to make SME possible
 - to create the profit
 - goods and services
- Leverage of social disparities
- Take a clue from occurrences of first half of 20th Century and prevent their repetition
- Decision for FME but necessity to prevent varied social vices
- Prevent a centralised or planned economy.

SME in International Context

- Europe: In the European Union there are examples of SME characteristics.
 - Example: Cartel Office
 - Strong Central Bank
- Asia/Pacific Region
- North and South America
- Africa

SME in West Africa

- In environments where there is economic objective to pursue Private Sector Development as the engine of growth, SME is an excellent good candidate.
- Examples:
 - It is therefore not surprising that Former President of Ghana in a discussion as reported in KAS Newsletter in March declared the intention to take up SME as an important topic in a Foundation which is to be established.
 - Togo has shown keen interest in SME during consultations between FRG and Togo (KAS Newsletter during a delegation visit end of March 2009). In the same month, key personalities have suggested that SME could be a good antedote against future Financial crisis experienced recently.
 - Telecommunication market could be further developed to enhance economic development and strengthen SME
- In economies where a synthesis between FME and elements of social orientation is sought after, SME is worth considering.
- National Economies which want more competition as basis for the development of the economy, SME is good.

Conclusion/Facit

- SME has two major components
 - Economic Order
 - Based on FME
 - Social Order
 - Defined by a framework specifying where to intervene and how to intervene in the Economic System
 - Could SME, looking at it excellent achievements in FRG be a model to solve some of the economic problems of West Africa/third world?

M Baye Ibrahima Diagne

L'Economie social de marché, perspectives de développement économique en Afrique de l'Ouest.

CE DEBAT INTERESSANT POSE ENCORE UNE FOIS L'ADAPTATION DES MODELES DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE, C'EST UN SERPENT DE MER SUR LEQUEL LES CHERCHEUR AFRICAINS TRAVAILLENT DEPUIS DES DECENNIES ? MAIS DANS LA PRATIQUE LE CONSTANT EST AFFIGEANT / L'AFRIQUE PEINE, TRAINÉ ET SE TRAINÉ. SI LES AUTRES PEUPLES ONT SECRETE LEUR MODELE A PARTIR DE LEUR HISTOIRE PROPRE, DE LEUR LOGISTIQUE CULTURELLE PROPRE, NOUS SOMMES CONFORTABLEMENT ASSIS A CONSOMMES DU PRET A PORTER ? Je DIRAI MÊME DU PRET A PENSER . SOMMES-NOUS DES PASSAGERS CLANDESTINS DANS LE TRAIN DU DEVELOPPEMENT ?

POUR REVENIR A NOTRE SUJET D'AUJOURD'UI, JE DIRAI QUE L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHE REPOSE SUR LA REDISTRIBUTION, OR EN AFRIQUE NOUS NE CREONS PAS ASSEZ DE RICHESSE. DANS UN TEL CONTEXTE VOULOIR APPLIQUER UNE POLITIQUE DE REDISTRIBUTION NE RISQUE- ELLE- PAS DE SOCIALISER LA PAUVRETE ? QUESTION CERTES IMPERTINENTE, MAIS DE LA REPONSE A CETTE QUESTION A PRIORI SIMPLE DEPENDRA LA REUSSITE DE L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHE EN AFRIQUE ?

Si la République fédérale d'Allemagne fête en 2009 ses 60 ans d'existence, elle célèbre avant tout son système économique et social - celui de l'économie sociale de marché (*soziale Marktwirtschaft*). Ce modèle économique, appliqué à partir de 1948, est le résultat de la synthèse de certaines analyses

économiques des années 1930 et du volontarisme politique des pères fondateurs de la RFA. Ainsi, l'économie sociale de marché est une sorte de troisième voie entre capitalisme sans limites et communisme collectiviste, dont l'objectif est de combiner, sur la base d'une économie concurrentielle, l'initiative privée et le progrès social. Dans ce modèle, l'Etat est le garant explicite de l'ordre économique et social, le premier reposant sur le libéralisme, ce qui nécessite un Etat doté d'une forte autorité dans le domaine réglementaire. Cette volonté de concilier des éléments apparemment contraires peut apparaître comme l'essence innovatrice majeure de l'économie sociale de marché. Cependant l'économie sociale de marché ne constitue pas un système achevé, mais un concept évolutif qui demeure un facteur important de cohésion politique et sociale outre-Rhin.

Or, en Afrique dans la plupart de nos pays l'Etat est déliquéscent face à un libéralisme débridé et sauvage. Que faire pour que l'économie sociale de marché devienne un modèle possible de développement en Afrique de l'Afrique de l'Ouest.

1. Reconstruire l'Etat

L'Etat Africain avec ses tares congénitales n'a pas été conçu dans une perspective de développement, mais plutôt dans une optique de contrôle. Ainsi Dominique Dardon propose de substituer le terme « fonctionnaire » à celui de professionnel de l'action publique, non pas pour une simple facilité sémantique, ou à une ambition de réforme du référent idéologique de l'action publique. Mais pour indiquer tout d'abord les efforts de reconstruction des fonctions publiques autour des règles plus claires de recrutement et de gestion des ressources humaines, de mise à disposition des fonctionnaires des moyens nécessaires à leurs missions et d'évaluation individualisée de leur actions. Ils

souligne aussi la différenciation considérable des métiers de l'administration, la diversification sectorielle et spatiale des modalités de cette intervention.

Or, un Etat social, se doit d'être un Etat fort, impersonnel et organisé.

2. Développer notre modèle de croissance autour de nos points forts

L'excédent commercial que dégagerait par nos entreprises doit reposer sur une base diversifiée, donc moins vulnérable. Pour le cas du Sénégal les grappes de croissance déjà définies en seront le socle (Agro alimentaire, NTIC, tourisme et industrie culturelle, textile et habillement, produits de la mer et aquaculture) à l'instar de l'Allemagne où l'exportation.

est composée de trois branches seulement : l'automobile, la construction mécanique et la chimie.

Les bénéfices de cette croissance seront à la base d'une politique de redistribution, donc de justice sociale. De plus les secteurs florissants des grappes soutiendraient les autres secteurs les plus faibles.

Toutefois, ils faudrait s'investir de manière conséquente et continue s'opposent pour que le stock de capital et la main-d'œuvre qualifiée continueront à garantir des excédents de la balance commerciale. Face à la rude concurrence internationale il parait évident que pour résister il nous faudrait être solidaires, d'où une intégration régionale.

3. LA RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

La question de la responsabilité sociétale des entreprises est aujourd'hui une préoccupation majeure des grandes firmes multinationales occidentales. Dans les années 1970, la condamnation de l'apartheid et le boycott du régime sud-

africain ont marqué une première étape de la mise en œuvre de principes éthiques dans le milieu des affaires. Depuis plusieurs années, les conséquences de l'activité des grandes entreprises sur l'environnement, les conditions de travail ou le respect des droits de l'homme font l'objet d'évaluations

L'entreprise en tant que moteur de la croissance devra également jouer un rôle important de régulation sociale afin d'atténuer les effets néfastes de ses activités au bénéfice des populations concernées.

Jean Kofi Kissi

Les perspectives de développement économique en Afrique de l'Ouest dans le cadre de l'économie sociale de marché

Dans ces propos que je considère comme un exposé introductif du thème, je ne vais pas m'attarder sur les définitions, mais m'efforcer d'analyser l'évolution de nos économies depuis les indépendances afin d'orienter le débat sur la question de savoir si les systèmes économiques appliqués jusqu'ici par nos pays ont permis à l'économie sous régionale de décoller et sinon de voir en quoi l'Economie Sociale de Marché (ESM) peut constituer une opportunité, étant entendu qu'on ne peut parler de perspectives sans faire l'Etat des lieux.

ETAT DES LIEUX :

Autopsie de l'économie de la sous-région les 4 décennies postindépendances

Depuis les indépendances, l'économie Africaine a évolué comme un jeu de ping-pong entre deux options (socialiste et libérale) qui se sont affrontées le long des 4 premières décennies sans que l'une des options ne soit appliquée de manière maîtrisée dans aucun pays de la sous région.

L'orientation libérale, prise par Houphouët, Olympio et d'autres qui s'inscrivait dans le prolongement de l'économie coloniale totalement tournée vers l'occident, et faisaient des économies africaines des pourvoyeurs de matières premières aux industries occidentales, les revenus de l'export à leur tour devant servir à procurer à l'Afrique des biens d'équipement indispensables à son développement,

était en affrontement avec

l'option socialiste des Nkrumah, Sékou Touré et adeptes avec leurs ascendances nationalistes qui s'opposait au greffe et à la dépendance de nos états des anciennes métropoles et voulaient développer une économie locale qui elle aussi souffre d'originalité parce que trop guidée par des sentiments prosoviétiques.

Avec l'implosion des couts des matières premières dans les années 70, nos pays indépendants apprentis libéraux et initiés socialistes toute tendance confondue conscient des profits qu'on peut tirer des richesses dont regorge l'Afrique, ont voulu s'appuyer sur l'Etat, seul appareil qu'ils avaient en main pour récupérer leur richesse. Les Etats ont alors fait irruption dans le domaine du développement d'activités économiques cherchant à gérer eux mêmes les processus de croissance à la place des investisseurs privés. Il en résulte un modèle de substitution qui avait pour but l'industrialisation par l'importation de devises mais encore une fois appliqué avec un accent marxiste sur fond de nationalisation des industries avec son cortège d'éléphants blancs.

Cette tentative de l'état dans l'économie n'a eu pour seuls effets visibles que l'apparition de quelques infrastructures routières, scolaires et sanitaires dans les zones urbaines et côtières.

Ce système a montré ses limites dans les années 80 suite à la dégénérescence et à l'effondrement des prix des matières premières accentués par le choc pétrolier de 1986 provoquant un endettement international de nos pays dont les dirigeants, qui jusque là ont été incapables de mettre en place le moindre système économique pour juguler la crise et offrir des opportunités de

développement à la sous-région, se sont tous réfugiés derrière *“le discours de la détérioration des termes de l’échange”*.

Pour faire face la crise de financement, le FMI et la Banque mondiale appelés à l’aide ont imposé aux Etats Africains les Programmes d’Ajustement Structurel (PAS) ayant pour but de rétablir les équilibres budgétaires et la balance des paiements par des mesures de régulation conjoncturelles mais pour lesquelles la société africaine déjà en totale déliquescence sociale n’a pas été préparée. Et comme en ce moment, la pensée libérale dominait le monde on a préconisé une réduction du rôle de l’Etat afin de développer les mécanismes de marché accompagnés de méthodes visant à améliorer le fonctionnement des régies publiques. La généralisation de la TVA dans le système commercial et les privatisations sauvages des entreprises parapubliques en sont une illustration.

Ce zig-zag entre socialisme marxiste et libéralisme capitaliste tous mal appliqués a démontré à tous au début de cette décennie qu’il n’existe pas de système économique viable pour le développement de la sous région ouest africaine.

L’Economie Sociale de Marché (ESM) est –elle une alternative ?

Après les échecs des 40 premières années, les états africains ainsi que leur partenaires occidentaux qui sont le FMI, la Banque Mondiale et l’Union Européenne ont, au début de cette décennie, jugé utile de réhabiliter le rôle de l’Etat dans l’économie, conscient qu’une économie ne peut prospérer sans risque en réduisant l’Etat à un rôle minima, notamment celui d’assurer la sécurité, la justice et la défense, mais plutôt que le rôle de l’Etat doit être étendu au domaine de la santé, de l’éducation, de la protection des démunis,

de la lutte contre la pauvreté mais aussi et surtout à la création des conditions d'éclosion de l'esprit d'entreprise pour provoquer et soutenir la croissance, en veillant à ce que l'allocation des dépenses publiques soit orientée pour soutenir la croissance.

Cette orientation des acteurs africains appuyés par leurs partenaires libéraux vers un système économique ayant pour bases:

- la croissance pour soutenir l'équité c'est-à-dire que les dépenses publiques sont moins inégalement réparties, les investissements publics importants sont désormais orientés vers les zones les plus déshéritées, l'accès du crédit aux pauvres, en somme, les outils fiscaux et budgétaires mobilisés pour lutter contre la pauvreté, mais prioritairement comme vecteur de croissance ;
- le développement de l'économie locale par la décentralisation comme outil de modification des systèmes de prélèvement et d'allocation des dépenses publiques en ce sens que la plus grande proximité des citoyens avec les structures administratives peut favoriser la volonté de payer ainsi qu'un contrôle plus serré de l'utilisation des fonds en veillant à une péréquation entre les

est une adhésion subconsciente à l'ESM.

Pourquoi l'ESM est-il mieux adapté pour le développement de l'Afrique ?

L'ESM, qui combine les forces créatrices d'un marché et les mesures protectrices de la législation sociale et fiscale, diffère de l'économie libérale de

marché en ce sens qu'elle a une vision des objectifs allant au delà de la simple recherche de profit.

Fondée sur deux piliers, marché libre d'un côté et mesures de contrôle de l'Etat de l'autre, elle est une économie indépendante où la propriété foncière, les moyens de production et l'immobilier appartiennent à des propriétaires privés. Il y règne la loi de l'offre et de la demande qui sont elles mêmes déterminées par une concurrence équitable garantie par la loi.

Dans la situation où se trouve la sous région en ce moment, les fondamentaux de l'ESM ci-après : concurrence équitable, déconcentration du pouvoir, partenariat social, liberté individuelle et d'entreprise, justice indépendante, large distribution du capital, constituent les conditions minimales pour un démarrage effectif de l'économie de la sous région.

L'ESM est la meilleure voie pour la relance de l'économie sous régionale en ce sens :

- qu'elle permet à l'état d'utiliser la fiscalité pour régulariser la répartition et la distribution du capital et de la richesse suivant les couches sociale, les localités et les secteurs porteurs,
- qu'elle permet la construction d'une activité économique autonome de l'activité politique en laissant la planification au niveau des entreprises et au niveau local plutôt qu'au niveau de l'Etat,
- qu'en offrant beaucoup plus de chances aux unités économiques de dimension moyenne elle donne l'opportunité d'entreprendre à un grand

éventail, amoindrit les risques d'effondrement et s'adapte mieux à nos pays où 70% sont dans un secteur agricole en émulsion,

- qu'elle permet à l'Etat de mobiliser des moyens pour aider les plus démunis, offrir une sécurité sociale à tous et faire en sorte que personne ne se retrouve sur le carreau et que le plus démuné de la République puisse être un entrepreneur potentiel,
- que par la décentralisation et la péréquation entre les localités, elle peut permettre aux régions côtières d'aider celles plus arides de l'intérieur, les régions minières d'aider les régions pauvres.

Si en plus de l'encrage de l'ESM dans nos pays, la sous-région arrive à régler les problèmes de sa balkanisation pour construire un vaste marché au sein duquel peut se développer une économie forte dotée d'une bourse régionale des valeurs agricoles, une bourse régionale des matières premières et de l'énergie avec des infrastructures sous régionales permettant de créer de grands ensembles viables, l'économie de la sous-région pourra connaître un boom et devenir un enjeu international car il n'est pas aujourd'hui exclu que la solution à la crise économique mondiale passe en partie par un immense marché africain bien régulé.

UN HANDICAP CEPENDANT: Le concept est encore un mythe pour les africains

A quoi ça sert de faire saliver les africains sur les merveilles d'un système si on ne prend aucune disposition pour que les décideurs Africains en aient la maîtrise ?

C'est le lieu de se demander si les Démocrates Chrétiens de l'Europe, la CDU en tête avec leurs Fondations qui sont Robert Schumann et Konrad Adenauer ont vraiment le souci du développement économique de la sous-région.

Si oui, l'aréopage de partis ici présents doit provoquer chez eux le déclic de la nécessité et de l'urgence d'un programme de formation sur l'ESM à l'endroit des responsables de nos partis ayant en charge les questions de développement d'économie et des finances.

Abbia Udofia

Economic Perspectives in West Africa on the Basis of a Social Market Economy – The Fight Against Corruption in Nigeria¹

I am indeed grateful to Konrad Adenauer Foundation for organising this important seminar on its activities in West Africa and for inviting me to participate in the discussion on Economic Perspectives in West Africa on the Basis of a Social Market Economy. In this respect I shall be speaking on the Fight Against corruption in Nigeria.

Corruption stifles growth and development. Corruption is a threat to good governance, democracy, rule of law, human rights, national security, sustainable development and the millennium development goals. According to Ayoola (2009) the paradox of poverty in the face of plenty; the irony of hunger, disease, rags and disease in the midst enormous natural and human resources, in a Nation so endowed like Nigeria, is disheartening. Millions of Nigerians live in inexplicable poverty; they go to bed hungry, they toil from dawn to dusk and yet live from hand to mouth, and die of treatable diseases.² This is the sad picture in most African countries.

For a flourishing social market economy in West Africa highlighting private enterprise, low unemployment and inflation, high standard of living, working conditions and social welfare; governance structures, systems and practices must be improved for integrity, transparency and accountability. Corruption

¹ Abbia Udofia, Assistant Director and Head of the Special Unit, Independent Corrupt Practices & Other Related Offences Commission, Abuja, Nigeria

² Emmanuel Ayoola JSC; Thoughts on Corruption, Alpha Technologies Ltd 2009, p. 33

must be fought vigorously, consistently and honestly. This has been one of the cardinal principles of the democratic administration in Nigeria since the return to democratic rule in 1999.

Since Africa's first military coup in Egypt in 1952 when General Neguib, Abdel Nasser and Anwar Sadat overthrew the government of King Farouk, to the first unconstitutional change of government in West Africa in 1963 in Togo, others occurred in rapid succession in Benin, Ghana, Nigeria, etc. The copycat coups were blamed on corruption and bad governance. Nigeria had its first baptism of such usurpations in 1966 when Prime Minister Abubakar Tafawa Balewa was assassinated along with some Regional leaders. A counter coup in July of same year led to unrests and a civil war which ended in 1970³. Corruption was also attributed for seizures of power in 1975, 1983, 1985 and 1993. It seemed the cleansers became worse and more corrupt than those they claimed to overthrow.

Since the returned to democratic rule in Nigeria, it has been herculean fighting the vestiges of corruption and restoring structures of transparency and accountability after decades of totalitarian and despotic rule. There have been giant steps forward in the drive towards a decent and clean society; from being an island of corruption to shores of integrity; from a sanctuary of sleaze to haven of hope and responsibility. There are now great spots of sunshine in governance and these are expanding by the day.

Nigeria has the highest population in Africa and the greatest ethnic and cultural diversity. It has enormous reserves in oil and gas, minerals and manpower. This

³ Martin Dent: The Nigerian Civil War, The Journal of Imperial and Commonwealth History, 1743-9329 Vol 19, Issue 3, 1991, pages 201-211

great fortune constitutes a large market which sadly has not been exploited to the maximum by the country and its neighbours.

How is Nigeria fighting corruption?

Creation of Anticorruption Agencies and Initiatives

In 2000 the pioneer Anti-corruption agency, Independent Corrupt Practices & Other Related Offences Commission, ICPC was created to deal with public office corruption.⁴ The Economic and Financial Crimes Commission (EFCC)⁵ was established to deal with financial crimes including advance fee fraud, money laundering, counterfeiting, illegal charge transfers, etc. The Bureau of Public Procurement (BPP)⁶ ensures transparency, cost effectiveness, competitiveness and professionalism in public sector procurement; the Code of Conduct Bureau & Tribunal⁷ was created under the Federal Constitution of 1999 to maintain high standard of public morality and accountability in the conduct of government business. It also mandates public officials to declare their assets periodically and not to abuse their office or live above their legitimate income.

Nigeria Financial Intelligence Unit (NFIU)⁸ ensures compliance of banks and financial institutions on movement of funds and integrity of such transfers. The Fiscal Responsibility Commission⁹ sees to prudent management of the nation's resources, secure greater accountability and transparency in fiscal operations within the policy framework. The Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative (NEITI)¹⁰ examines the integrity in the payment and receipt of

⁴ Pursuant to the Corrupt Practices & Other Related Offences Act No 5 of 2000

⁵ Established by the Economic & Financial Crimes (Establishment) Act No 5 of 2002 as Repealed by the Economic & Financial Crimes (Establishment) Act 2004 available at <http://www.efccnigeria.org>

⁶ Established pursuant to the Public Procurement Act No 14 of 2007 available at www.bpp.gov.ng

⁷ Section 3 Part 1, Third Schedule of the 1999 Constitution of the Federal Republic of Nigeria available at <http://www.codeofconductbureau.com>

⁸ Domiciles in the EFCC available at <http://www.nfiu.gov.ng>

⁹ Established by the Fiscal Responsibility Act of 2007; available at <http://frc-nigeria.org>

¹⁰ Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative Act 2007 available at www.neiti.org.ng

proceeds from extractive industries. Extractive resources form the bedrock of Nigeria's economy. Therefore we take the transparency and accountability of extractive proceeds seriously and because Nigerians deserve to know that their resources are accounted for when extracted and when appropriated.

Prevention Mechanisms

Apart from enforcement mechanisms, anticorruption agencies particularly the ICPC employ preventive functions of its mandate as prevention is better than cure. It undertakes system studies and reviews of government practices and procedures and where they are conducive for corruption, they advise a review of such warped procedures. This may not be easily measured as investigation and prosecution, but the effect has been tremendous.

Anticorruption Monitoring and Transparency Units ACTUs in Federal Government Ministries, Departments and Agencies assist in reporting corrupt practices or indiscretions in government offices. They consist of staff of government agencies and report in confidence to the ICPC and other relevant agencies.

The National Curriculum on Ethics and Values is to ensure that our youngsters from nursery, primary and secondary schools imbibe a culture of integrity, industry, resourcefulness and patriotism. We believe our nation will be a better place if these sterling qualities are infused in our children from their earlier states in life as little acorns grow to great oaks.

Other initiatives include the National Anti- Corruption Volunteer Corps [NAVC] to promote and strengthen mass vigilance of the people against corruption in

our society.¹¹ It mobilizes ordinary Nigerians, professionals of all callings to join the fight against corruption and to use their skills and resources in promoting the anti-corruption consciousness, transparency and integrity. The National Anti-corruption Coalition a community of committed assemblage of NGOs, CBOs, professional associations, etc builds strategic network, consensus and direction for a more potent fight against corruption. The Integrity First Initiative infuses self-evident integrity into the culture of business organizations in Nigeria. The belief is that a set of measurable standards of integrity could be subscribed to, complied with and practiced by organizations known as integrity organizations. This will be enforced by the organizations internally and among themselves. It is a peer review mechanism for business organizations to ensure quality control.

The Judicial Integrity Project aims at the productivity and integrity of judicial officers and criminal justice practitioners. To further open up the governance space, the Freedom of Information Bill is being debated at the National Assembly to afford individuals right to demand information from officials and government departments. The Whistle Blowers Bill aims at protecting individuals who disclose information on corrupt practices. It encourages the report of corruption within and outside an organisation. The Proceeds of Crime Bill aims at creating an asset recovery agency confiscate criminal proceeds and prohibit the dealing with such proceeds.

Progress in the Fight Against Corruption

Anti-corruption initiatives and agencies have created a lot of impact since 2000. There have been high profile prosecution and convictions of at least three former governors; a former Inspector General of Police, advance fee fraudsters,

¹¹ NAVC Newsletter Vol. 1 issue 12007 page 2

the immediate past Deputy Chairman of the ruling party was convicted for corrupt practices. Huge recoveries have also been made. The sum of \$150m was recovered from the former Inspector General of Police and \$100m was seized from advance fee fraudsters who defrauded some victims in Brazil¹². Money laundering, advance fee fraud and cyber crimes have been considerably checked.

Bank reforms have been intensified to promote stability and viability. Over 10 bank executives were sacked in 2009 and are currently being prosecuted for breaches of corporate governance practices, poor credit administration, fraud, and corrupt management practices.¹³

We maintain cordial relationship with national anticorruption bodies like Ghana Serious Fraud Office, Sierra Leone Anti corruption Commission, Kenyan Anti corruption Agency National Prosecuting Authority of South Africa, Independent Commission Against Corruption of Hong Kong. There is need to promote a synergy between the anticorruption and crime agencies in ECOWAS region for a successful social market economy.

Challenges of the Fight Against Corruption

- ✓ Executive immunity – the Constitution of the Federal Republic¹⁴ grants immunity from prosecution to the President, Vice President, Governors and Deputy Governors while in office. This provision hampers the arrest and prosecution of such officials until they vacate office.
- ✓ Congestion and slow pace of court proceedings.

¹² John Ikubaje: Corruption and Anti-corruption Revenue Transparency in Nigerian Oil Sector 2006, Tolalu & Associates, Lagos page 51

¹³<http://www.efccnigeria.org>

¹⁴ section 308

- ✓ Campaign of calumny by ethnic jingoists and political loyalists
- ✓ Often nebulous delineation of jurisdiction between various anti- graft agencies
- ✓ Absence of a witness protection law and freedom of information programme
- ✓ Antiquated Land Registries making searches on real properties tortuous and difficult
- ✓ Absence of a National database on arrested or convicted persons.

Konrad Adenauer Programmes in Nigeria

Konrad Adenauer has been actively involved in the training of candidates seeking parliamentary seats; enlightening electorates on making responsible and informed choice during elections, and campaigning for good governance and the rule of law. KAF also collaborate with anticorruption agencies like the ICPC in training State parliamentarians on budget integrity and monitoring. It sponsors a radio programme to discuss fundamental and current political issues on selected stations in Nigeria. This has also driven the message of good governance to the grassroots. KAF is urged to extend these trainings and interventions to Federal parliaments and the Executive branch because the Executive branch exercises much power and influence in the constitutional and political schemes in Nigeria. Training on leadership integrity and accountability, revenue and tax drives, public accounting, procurement and the rule of law will further build capacity and promote accountability in governance.

Conclusion

Corruption remains the greatest impediment to African nations' growth and development. Corruption distorts good governance, investment, infrastructure, policies and poverty alleviation programmes. It is a threat to any economy and

efforts at nation building. Nigeria realises these threats and is leaving no stone unturned in ensuing a clean and decent society. We hope these laudable efforts will be replicated by other governments in West Africa as the region moves towards a single market as demonstrated by the European Union.



4^{ème} Panel:

Changement climatique et énergie

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP de DAKAR



**CHANGEMENT CLIMATIQUE
RESSOURCES D'ENERGIE**

Pr Adams TIDJANI



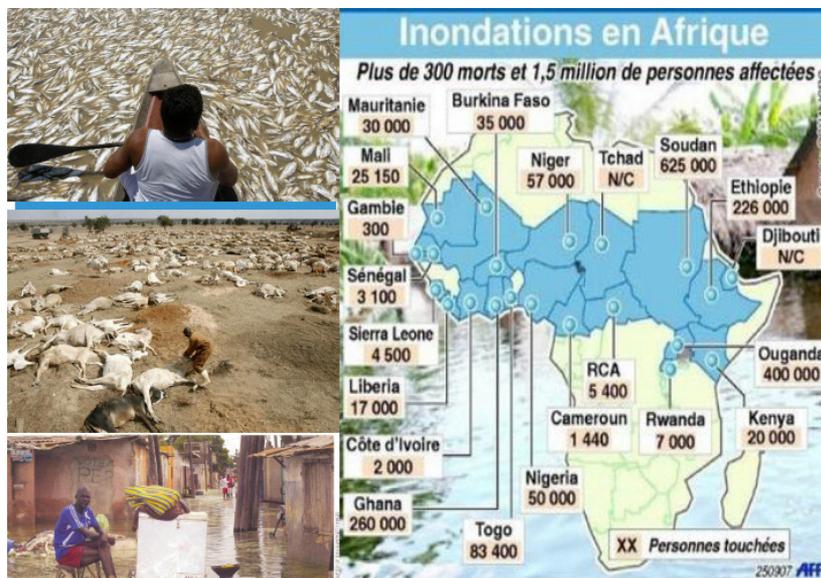
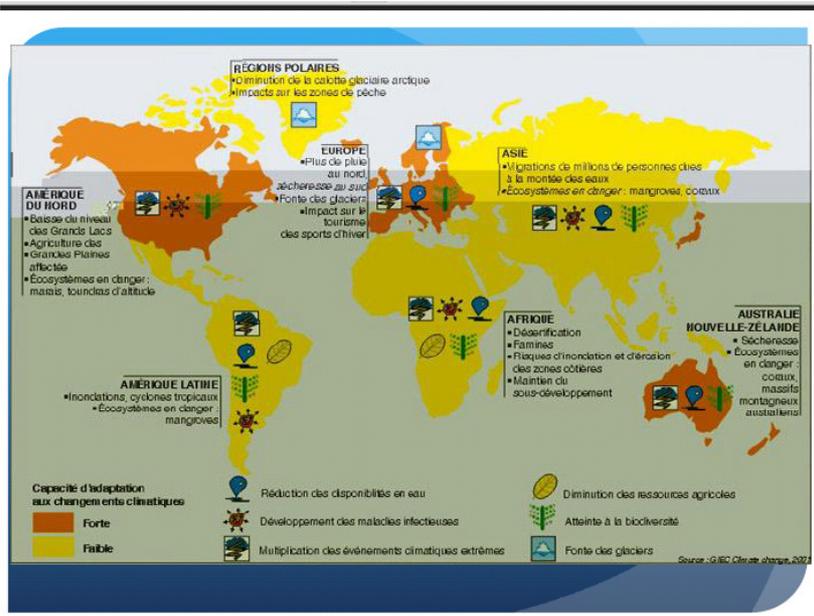
❖ **De Kyoto à Copenhague ...**

Overlay-ContentSlides.png

❖ **Enjeux économiques et politiques du réchauffement climatique**

- 300 000 morts par an
- 90 milliards d'euros
- 325 millions de personnes affectées
- inondations
- maladies hydriques
- raréfaction des ressources halieutiques
- perte de la biodiversité





Qui est responsable du réchauffement climatique

consommation de trop d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon, ...)

Emissions de CO2 (30 milliards de tonnes par an)

Américain 19 Tonnes /an

Allemand 10 tonnes/an

Chinois 4.3 tonne/an

Indiens 1.1 tonne /an

Empreinte écologique trop forte

Les PVD émettent moins de 3% et sont les plus vulnérables

Overlay-ContentSlides.

La perception des africains du changement climatique

« La fumée des voitures détruit l'environnement... La pollution est un élément qui empêche de fortes pluies » JEUNE HOMME DE DAROU MOUSTY.

« Tout ceci est du domaine de Dieu. Il a fait qu'il fasse très chaud. Si Dieu le voulait, il ferait qu'il fasse tellement froid qu'il neigerait ». JEUNE FEMME DE DAKAR.

Overlay-ContentSlides.png

« Tout le monde veut construire des usines, et leur chaleur... a affaibli les nuages qui provoquent le froid et la pluie ». CULTIVATEUR DE TENDOUCK.

« C'est l'homme qui est à l'origine de la détérioration de l'environnement, par les feux de brousse, la pollution atmosphérique, la fumée qui détériore la couche d'ozone ». JEUNE FEMME DE TENDOUCK

Les technologies vertes au secours de l'humanité

Pétrole, ressource non renouvelable

La politique à adopter par les PVD (repenser le développement)

- ◆ Sensibilisation et éducation environnementale (solutions alternatives)
- ◆ Les agro carburants, Mécanisme de développement propre (marché du carbone)
- ◆ Développement des énergies propres (solaire, éolien, Le nucléaire ...) avec un transfert de technologies

CHANGEONS NOS MODES DE CONSOMMATION & DE COMPORTEMENT

« Si nous mettons l'humanité au dessus du profit financier maximal et la solidarité devant la compétition, nous pouvons vivre sur cette planète sans la mettre en danger »

Mohamed Diawara

Le sujet est à la fois actuel, vaste et planétaire dont les enjeux sont tout autant non seulement environnemental mais également économique, financier et social.

La menace que représente les changements climatiques sur la planète et plus singulièrement sur le continent africain n'est plus à démontrer si besoin en était. En effet, aujourd'hui il est avéré que l'Afrique constitue l'une des régions les plus vulnérables aux effets liés aux changements climatiques.

Selon un rapport du Groupe Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), l'Afrique est très vulnérable étant donné sa faible capacité à réagir et à s'adapter alors qu'elle n'est responsable que de moins de 4% des émissions de GES produites dans le monde entier. (Pour vous donner un exemple, un africain génère en moyenne 12 fois moins de GES qu'un nord américain).

- « Les tendances actuelles suggèrent que de vastes régions africaines, notamment le Sahel et une partie de l'Afrique australe, pourraient subir un réchauffement de l'ordre de 3 à 6° Celsius d'ici à 2100. Les régimes pluviométriques sont touchés de plein fouet et pourraient accuser une baisse de plus de 20 % par rapport aux niveaux de 1990.
- Plus de 95 % de l'agriculture africaine est une agriculture sous pluie. La production agricole sera fortement compromise par le changement et la variabilité climatiques : les superficies de terres arables, la durée des saisons de culture et le rendement par hectare sont en train de baisser, ce qui compromet la sécurité alimentaire et accentuer la malnutrition.
- Les trois quarts des pays d'Afrique sont situés dans des zones où il suffirait d'une faible réduction des précipitations pour engendrer d'importantes diminutions de la disponibilité globale en eau. D'ici à 2020, on prévoit

qu'entre 75 et 250 millions de personnes seront exposées à une augmentation des crises liées à l'eau.

- Comparée à celui de 1990, le niveau moyen de la mer pourrait s'élever d'environ 50 centimètres d'ici à 2100. Or plus d'un quart de la population africaine vit à moins de 100 kilomètres du littoral. Les projections montrent que le nombre de personnes exposées aux inondations côtières risque de passer de un million en 1990 à 70 millions en 2080. »

Dans ces conditions, est-il raisonnable de penser à une croissance soutenue du continent africain et l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement ?

La dualité qui s'impose aujourd'hui au continent est celle-ci. Comment concilier ce besoin légitime de développement et cette nécessité de participer à cet effort collectif de réduction de GES quand on sait que les autres continents ont pu se développer en utilisant massivement les ressources issues des énergies fossiles.

Opportunités dans le secteur de l'énergie en Afrique

Nous sommes tous d'accord que les pays africains se doivent désormais se pencher sur la mise en œuvre effective de leur Plans d'Actions Nationaux d'Adaptation (PANA) et développer des synergies sous régionales (La plupart des pays partagent des ressources et des frontières).

L'Afrique ne pourrait relever ce défi d'adaptation que si un soutien massif pour développer ses capacités énergétiques est effectif.

Les mécanismes actuels des fonds carbone ne fournissent pas les ressources dont l'Afrique a besoin, et doivent par conséquent être réorientés.

Une des opportunités qui pourrait permettre un meilleur accès à l'énergie pour les pays africains tout en limitant les émissions de GES, serait de mettre l'accent sur l'exploitation du gisement existant de sources d'énergie propre.

- 1) Développement soutenu de l'énergie solaire (l'ensoleillement en Afrique de l'ouest équivalent est de 6 kWh/m²/jour)
- 2) Développement du potentiel hydroélectrique encore inexploité (l'Afrique exploite seulement 4% de son potentiel hydroélectrique alors qu'elle a un potentiel hydroélectrique de 23.900 MW) ;
- 3) Dédommagement pour réduire le déboisement (20% des émissions actuelles de CO₂ dans le monde sont le fait du déboisement).
Opportunités qui existent avec le FEM
- 4) Promotion de modes de cuisson et de chauffage propres et des biocarburants
- 5) Promotion de l'efficacité énergétique dans le secteur privé.

- L'Afrique doit saisir cette nouvelle opportunité qui s'offre à elle. Les investissements nécessaires dans les domaines des énergies propres et de l'efficacité énergétique sont estimés à 100 milliards USD par an pour le monde entier. A cela, s'ajoute le marché mondial du carbone estimé à 150 milliards USD en 2009. Sur ce marché, le continent africain a un avantage concurrentiel unique. Sa large couverture forestière et ses sols fertiles comme ceux de Casamance (Sénégal) ou du Bassin du Kagera (Rwanda, Burundi, Ouganda, Tanzanie) permettent à l'Afrique de retenir 20% de la totalité du carbone absorbé dans le monde.

- La Banque mondiale estime le potentiel des projets en énergie propre en Afrique à 3200, soit des réductions d'émission potentielles de 740 millions de tCO₂. A un prix conventionnel de 10\$ USD par émission carbone, l'estimation la plus objective donne un marché potentiel de 7,4 milliards USD par an sur le marché du carbone.

- Le marché des « technologies vertes » et « des biens environnementaux », était estimé à 1 400 milliards de dollars en 2008, selon la CnuCED. Ce qui ouvre des opportunités aux pays en développement.
- Par exemple, le fleuve Congo qui représente presque 30% des réserves d'eau de surface de l'Afrique, pourrait générer potentiellement une puissance de 400 000 mégawatts. La bonne association des énergies solaire et hydroélectrique pourrait satisfaire 80 pour cent des demandes d'électricité du continent.
- Selon une étude de la Banque Mondiale, le potentiel de projets MDP en Afrique sub-saharienne est de 3200 projets pouvant fournir jusqu'à plus de 170 GW de capacité de production d'électricité supplémentaire, soit environ 4 fois le volume de la production actuelle de la région.
- Pour permettre à l'Afrique de faire face à ses besoins d'adaptation aux changements climatiques, il faudrait d'après certaines estimations, 10 à 20 milliards de dollars/an.

Instruments financiers

Parmi les instruments financiers envisageables pour financer les mesures d'adaptation mentionnées plus haut, on peut citer les suivants :

- **Le MDP**
- **Les fonds d'adaptation de Marrakech** : Il s'agit de 3 nouveaux fonds mis en place par les Accords de Marrakech pour aider les pays en

développement à faire face à leurs besoins d'adaptation au changement climatique. Ces fonds comprennent :

- 1) le Fonds PMA qui a mobilisé 42,8 millions USD en mi-2005 ;
- 2) le Fonds Spécial changement climatique dont le montant total des engagements se chiffrait à près 40 millions USD en mi-2005 ; Ce fonds spécial vise à financer des activités, programmes et mesures relatifs aux changements climatiques, en complément des ressources du Fonds Mondial pour l'Environnement et des ressources fournies à l'échelon bilatéral et multilatéral. Ce fonds finance des activités dans le domaine de l'adaptation, du transfert de technologies, de l'énergie, etc. pour la diversification des économies des pays en développement fortement dépendants à l'égard des combustibles fossiles.
- 3) le Fonds d'Adaptation du protocole de Kyoto. Ce fonds est financé par un prélèvement de 2% (« part des fonds ») sur les activités de projets MDP

L'inconvénient avec ces fonds, c'est qu'ils sont administrés suivant le même schéma que les fonds du GEF (Fonds pour l'environnement mondial), rigidité. Le GEF ne finance que des activités qui ont des impacts bénéfiques sur l'environnement mondial alors que le plus souvent, les actions d'adaptation n'ont qu'une portée localisée, et sont rarement significatives sur l'environnement mondial.

- financement multilatéraux : tels que ceux financés par la Banque Mondiale, plus de 2 milliards de dollars US.
- **Fonds de African Biofuel and Renewable Energy Fund (FABER)**. Ce sont des Fonds d'investissement : 200 millions d'euros
- **La deuxième Facilité Energie, UE** dotée d'un budget total de 200 millions d'euros cofinance des projets physiques et des activités liées à la

gouvernance, dans le but d'améliorer l'accès aux services énergétiques durables et modernes pour les populations pauvres des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) vivant en milieu rural et périurbain.

La deuxième Facilité Energie encourage surtout la participation du secteur privé, et plus particulièrement celle des petites et moyennes entreprises locales (PME) et des éventuels investisseurs dans le secteur de l'énergie. La participation des acteurs locaux (PME, autorités locales et communautés) est privilégiée.

- **Engagements de Copenhague, 10 milliards de dollars/an jusqu'en 2012, 100 milliards/an à l'horizon 2020**
- **Fonds Mondial pour l'Environnement (GEF)**
- **Implication du système bancaire international et même sous régional (BAD, ECOBANK, BOAD,...) ainsi que les institutions régionales telles que l'UEMOA.**

Ibila Djibril

La problématique des changements climatiques au Bénin: causes, manifestations et approches de solution

Dakar, le 29 juin 2010

Atelier FKA

M. Ibila DJIBRIL, Ministère de
l'Environnement du Bénin ;

E-mail : idjibril@yahoo.fr

SOMMAIRE

- Introduction
- Quelques définitions des changements climatiques (CC)
- Causes des changements climatiques
- Manifestations et impacts des changements climatiques au Bénin
- Actions entreprises par le Bénin dans le domaine des changements climatiques
- Conclusion

2

INTRODUCTION

- Les changements climatiques sont devenus une préoccupation planétaire depuis le sommet de la Terre de Rio tenu en juin 1992 au Brésil.
- C'est au cours de ce sommet qu'a été ouverte à la signature des Etats la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ;
- Le Bénin l'a signée le 13 juin 1992 et l'a ratifiée le 30 juin 1994. Elle est entrée en vigueur le 21 mars 2002.
- Le 11 décembre 1997 fut adopté le Protocole de Kyoto qui est entré en vigueur le 16 février 2005.
- Le Bénin a ratifié ce Protocole le 25 février 2002. ³

QUELQUES DEFINITIONS IMPORTANTES

- Le GIEC utilise le terme "changement climatique" pour tout changement de climat dans le temps, qu'il soit dû à la variabilité naturelle ou aux activités humaines.
- Mais selon la CCNUCC ce sont «des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement aux activités humaines altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables ».

4

Causes des changements climatiques

- On peut avancer avec un degré de confiance très élevé que les activités humaines menées depuis 1750 ont eu pour effet net de réchauffer le climat (GIEC, 2007)
- Les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) imputables aux activités humaines ont augmenté depuis l'époque préindustrielle ; la hausse a été de 70 % entre 1970 et 2004 ;
- Les concentrations des GES dans l'atmosphère sont à la base des changements climatiques.

5

LES PRINCIPAUX GES

- Dioxyde de carbone (CO₂)
- Méthane (CH₄)
- Oxyde nitreux (N₂O)
- Hydrofluorocarbones (HFC)
- Hydrocarbures perfluorés (PFC)
- Hexafluorure de soufre (SF₆).
- Ils constituent une couverture protectrice autour du globe. En effet, sans cette couverture naturelle, la température de la surface terrestre serait inférieure d'environ 30° C à la température actuelle (PNUF, 1999).

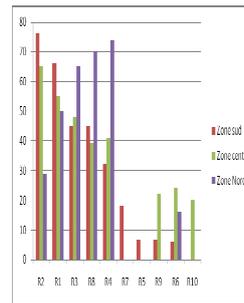
6

Manifestations

- **Le réchauffement du système climatique est sans équivoque. On note déjà, à l'échelle du globe, une hausse des températures moyennes de l'atmosphère et de l'océan, une fonte massive de la neige et de la glace et une élévation du niveau moyen de la mer (GIEC, 2007).**
- **Hausse des températures moyennes, fonte des glaciers et élévation du niveau moyen des mers sont les principales conséquences des changements climatiques.**

7

Manifestations/principaux risques climatiques au Bénin



- **R1:** Excès de pluie
- **R2:** Retard des pluies / allongement de la grande saison sèche
- **R3:** Vents violents
- **R8:** Variabilité spatio-temporelle des pluies
- **R4:** Poche de sécheresse en saison pluvieuse

9

Quelques manifestations des Changements climatiques au Bénin

- Une plus grande variation des précipitations
- Une diminution de la pluviosité par rapport à la moyenne annuelle (15 % jusqu'à 2025) dans le nord-ouest du Bénin
- Une augmentation des événements climatiques extrêmes comme les fortes pluies et les orages

10

Quelques manifestations des Changements climatiques au Bénin

- Un raccourcissement de la durée de la grande saison pluvieuse
- Un retard du démarrage des pluies, avec des précipitations irrégulières ;
- Augmentation à long terme de la température moyenne (+1 à +2 jusqu'à la fin du 21^e siècle)

11

Quelques manifestations des Changements climatiques au Bénin

- Les ¾ de la ville de Grand-Popo sont déjà en mer
- Cotonou, à l'est du Port est en pleine érosion
- Des scénarios projettent vers l'horizon 2035-2050 une augmentation sensible de l'érosion pour une élévation de 40 cm

12

Effets prévus des changements climatiques au Bénin

Les résultats des simulations climatiques effectuées lors de la Communication Nationale Initiale du Bénin prévoient une élévation de température de 1° à 2,5° C à l'horizon 2100 et une augmentation entre 6 et 19,5% des pertes d'eau par évaporation.

Il est prévu, en outre, une augmentation de la durée de la période sèche d'un à deux mois selon les stations.

Cette étude a permis de montrer la vulnérabilité des écosystèmes lacustres (lacs Nokoué et Ahémé), du littoral béninois (un recul de 50 m pour les années 2025, puis de 100 m à l'horizon 2050, si aucune protection n'est envisagée), de l'agriculture (baisse des rendements agricoles de l'ordre de 3 à 18 % par rapport à la période actuelles) aux changements climatiques.

13

Effets prévus des changements climatiques au Bénin

- Les secteurs suivants seront particulièrement touchés par les changements climatiques: agriculture, ressources hydrauliques, santé, pêche, forêts, infrastructure, énergie et biodiversité
- Agriculture: moins de précipitations provoquent une baisse de récolte pour les cultures, moins 3% à 18% (d'ici l'an 2025)
- Lacs/pêche: surexploitation des ressources et l'augmentation du niveau de la mer et de la température de l'air => intrusion d'eau salée, augmentation de la température de l'eau => baisse de teneur en oxygène, changement de composition de flore et faune => baisse de la biodiversité et de la productivité
- Bande côtière: les aménagements au bord des fleuves et au bord de la mer et l'augmentation du niveau de la mer renforcent l'érosion naturelle => avec le recul du côté l'infrastructure est endommagée
- Énergie: les changements climatiques pourraient entamer les sources d'énergie les plus importantes: la biomasse et l'hydroélectricité.

14

Dans la partie septentrionale du Bénin, les tendances suivantes sont attendues

- Pluies très agressives de courte durée;
- Érosion accentuée sur les pentes et sols dénudés par vitesse d'écoulement plus rapide des eaux de surfaces, ce qui entraîne très peu d'infiltration;
- Sécheresse accentuée, faible disponibilité de l'eau dans le sol ;
- Perte de semences/récoltes;
- Augmentation à long terme de la température moyenne (+2 à +5 fin 21^eème S).



15

ACTIONS ENTREPRISES PAR LE BENIN DANS LE DOMAINES DES CHAGEMENTS CLIMATIQUES

- ELABORATION DE LA STRATEGIE NATIONALE DE MISE EN ŒUVRE DE LA CCNUCC
- PROJET COMMUNICATION NATIONALE INITIALE DU BENIN SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
- LE RENFORCEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE DE LA CCNUCC (adoption du décret n° 2003-142 du 30 avril 2003 portant création, attributions et fonctionnement du Comité National sur les Changements Climatiques)
- PROJET D'ÉLABORATION DU PROGRAMME D'ACTION NATIONAL D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES
- PROJET RÉGIONAL DE « RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR L'AMÉLIORATION DES INVENTAIRES DES GES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET EN AFRIQUE CENTRALE FRANCOPHONE
- PROJET PILOTE D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS L'EXPLOITATION DURABLE DES BASSINS VERSANTS AU NORD OUEST DU BÉNIN ¹⁶

ACTIONS ENTREPRISES PAR LE BENIN DANS LE DOMAINES DES CHAGEMENTS CLIMATIQUES

- Projet spécial de reboisement et de la restauration des terres d'un coût d'environ 350 millions de F CFA ;
- Mise en place des marchés ruraux de bois pour réduire la pression sur les ressources forestières à travers le projet Bois de Feu Phase II
- Projet Gestion Durable des Forêts Communales au Bénin d'un coût de 11,51 millions d'Euros : il vise à assurer la pérennité de l'approvisionnement des villes du Bénin en charbon de bois.
- Etc.

Conclusion

- Les changements climatiques ne sont pas seulement une question environnementale mais de développement
- Leurs solutions dépassent le seul cadre d'un pays d'où l'intérêt de premier ordre que lui consacre la Communauté internationale
- La COP15 tenue à Copenhague en décembre 2009 en est une parfaite illustration ;
- Pour une première fois plus de 110 Chefs d'Etat et de Gouvernement du monde y étaient présents ;
- L'Accord de Copenhague qui en est issue a mis en place un mécanisme financier à court, moyen et long termes pour faciliter des actions d'atténuation, d'adaptation, de transfert de technologies et de renforcement des capacités pour faire à ce défi planétaire de développement.

Conclusion

- Pour réussir la lutte contre les changements climatiques, il faut en effet :
- Réduire sensiblement les émissions des GES ;
- S'adapter aux effets pervers potentiels et réels de cet phénomène ;
- **Sensibiliser de façon soutenue et efficace les décideurs politiques nationaux, locaux et les populations sur le enjeux de changement climatiques** ;
- **Gérer durablement les ressources naturelles** ;
- **Assurer une veille et une implication citoyenne forte et permanente** ;
- **Intégrer la question des changements climatiques dans les curricula primaire, secondaire et supérieur** ¹⁹

MERCI DE VOTRE ATTENTION



5^{ème} Panel

Migrations interafricaines et défis de l'intégration



Dr Ali Diomande

Migrations interafricaines et défis de l'intégration

Excellence Mesdames et Messieurs les Représentants de la Fondation Konrad Adenauer,

Excellence Mesdames et Messieurs les Ministres,

Excellence Mesdames et Messieurs les Députés,

Excellence Mesdames et Messieurs les Maires,

Mesdames et Messieurs les participants à ce Colloque sous-régional en vos Grades et qualités.

Permettez-moi de prime abord d'adresser un mot de remerciement à la Fondation Konrad Adenauer pour l'organisation de ce genre de rencontres d'échanges. Mes remerciements vont aussi particulièrement à l'endroit du Représentant résident de la Fondation Konrad Adenauer à Cotonou, pour la confiance et l'honneur qu'il fait à la société civile et à moi-même, en ma qualité d'ancien boursier de la Fondation, en me désignant conférencier chaque fois que le besoin se fait sentir.

Partant de l'expérience de la journée d'hier, qui a laissé clairement transparaître une volonté de discussion chez tous les participants, je vais dans mon intervention ouvrir des pistes de discussions et de réflexions futures.

I- LA VOLONTE DE S'UNIR POUR LE DEVELOPPEMENT.

Depuis très longtemps les peuples noirs ont exprimé la volonté de se retrouver, de lutter contre la balkanisation. C'est ainsi que naquit le mouvement PANAFRICANISTE.

Le Panafricanisme est le combat contre le fractionnement, le morcellement et la division de l'Afrique par les puissances coloniales à la Conférence de Berlin de 1885.

D'origine anglo-saxonne, le Panafricanisme est une simple mais forte manifestation de la solidarité fraternelle entre les descendants d'esclaves des Antilles Britanniques et des Etats-Unis d'Amérique.

Les objectifs principaux de ce mouvement ont évolué dans le temps:

- La promotion des droits de tous les peuples d'origines africaines dans les pays « civilisés », en 1900 ;
- La reconnaissance des Hommes comme des « civilisés », quelle que soit leur race ou leur couleur, en 1923 ;
- La lutte pour l'indépendance, en 1958.

Aux lendemains des indépendances, ce mouvement panafricaniste s'est manifesté par une aspiration profonde des jeunes Etats à se regrouper, à s'intégrer.

L'intégration étant le processus par lequel plusieurs Etats souverains s'engagent à éliminer toutes les formes de discriminations socio-économiques, en vue de l'intensification des échanges commerciaux et de l'accélération de la croissance.

La nécessité de se regrouper s'est imposée aux Etats africains, ayant acquis douloureusement leurs indépendances, pour faire obstacle à toute tentative de déstabilisation impérialiste d'une part et conjuguer leurs efforts pour amorcer le développement d'autre part.

Ainsi donc on assistera aux débuts des années soixante à plusieurs tentatives de regroupements à travers des Conférences.

- La Conférence de Casablanca du 03 au 07 janvier 1961 : Egypte, Ghana, Lybie, Mali, Maroc et le Gouvernement Provisoire de la République d'Algérie.
- La Conférence du 29 avril 1961, proclamant l'Union Ghana-Guinée-Mali.
- La Conférence de Monrovia regroupant tous les pays africains indépendants exception faite de ceux du groupe de Casablanca.

Bien que deux tendances opposées, à savoir les fervents panafricanistes (groupe de Casablanca) et les adeptes du maintien des frontières et des souverainetés nationales (groupe de Monrovia), aient été déjà perceptibles, le mouvement d'intégration des pays africains ne s'est jamais estompé.

Il s'est au contraire amplifié au fil du temps pour aboutir à la Déclaration solennelle des Chefs d'Etats africains, au cours de la quatrième session extraordinaire de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) tenue les 08 et 09 septembre 1999 à Syrte (Lybie) de vouloir créer **l'Union Africaine**.

Que ce soit dans les Hymnes nationaux ou dans les Constitutions, l'idéal de l'unité africaine a toujours été magnifié.

Ainsi, on peut lire et entendre dans l'hymne national du Mali le refrain suivant:
« ...Un peuple, un but, une foi, pour une Afrique unie. »

La Constitution de Côte d'Ivoire, quant à elle, stipule dans son Préambule : **« Le Peuple de Côte d'Ivoire s'engage à promouvoir l'intégration sous-régionale en vue de la constitution de l'Unité Africaine. »**

II- LES INSTRUMENTS D'INTEGRATION.

La première Institution, expression d'une volonté politique commune africaine de renforcer les partenariats sous-régionaux pour un développement politique

et socio-économique durable, est **l'Union Africaine**, entrée en vigueur le 26 mai 2001.

Aujourd'hui, en termes de Regroupements sous-régionaux, on peut retenir :

- La CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), mai 1975 ;
- La SADC (Communauté de Développement de l'Afrique Australe), avril 1980 ;
- L'UMA (L'Union du Maghreb Arabe), février 1989 ;
- La CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale), 1994 ;
- La CEAE (Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est), la dernière née.

Si le dénominateur commun de tous ces organismes est la tendance vers une supranationalité et la mobilisation commune des ressources de développement, il va sans dire que l'exigence de combler le fossé entre besoins et ressources financières est primordiale.

C'est la raison d'être fondamentale du **Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (Le NEPAD)**.

A l'initiative des Présidents Thabo M'BECKI, Abdoulaye WADE et Olessegun OBASSANDJO, le NEPAD fut adopté à Lusaka en juillet 2001.

Pour la mise en œuvre du NEPAD, furent adoptés en mars 2003, à Abuja (Nigéria), les documents relatifs au **Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP)**.

Le MAEP, en sa qualité de processus d'évaluation participatif de la Gouvernance des Pays africains, a pour objectif de favoriser l'adoption des

politiques, des lois, des normes et des pratiques appropriées pour une bonne gouvernance politique et économique condition nécessaire et suffisante pour le développement durable.

Avec le MAEP, un saut qualitatif est opéré en ce sens qu'il requiert l'engagement de tous les acteurs au développement que sont les Institutions étatiques, les partis politiques, la société civile, la presse, les collectivités locales et j'en passe.

A travers l'UA, le NEPAD et le MAEP apparaît clairement l'option prise par les dirigeants africains, celle de se doter de leurs propres **Vision** et **Programme d'actions** de développement et ceci, selon un agenda décidé par eux mêmes.

Ils reconnaissent que les africains ne pourront déterminer eux-mêmes leur destin que si les populations s'approprient ces instruments d'intégration.

D'où la raison de l'appel à la jeunesse et aux forces vives de l'Afrique pour qu'elles prennent leur destin en main.

III- LA JEUNESSE ET L'INTEGRATION.

La jeunesse constitue la composante démographique majeure dans tous les pays africains. A elle donc de jouer un rôle de premier plan dans cette Afrique en proie à des défis de tous ordres et d'une complexité à donner le tournis à tout un chacun.

Un appel est lancé à cette jeunesse à travers la ratification de la **Charte Africaine de la Jeunesse** adoptée le 02 juillet 2006 à Banjul (Gambie) et ratifiée en août 2006.

A travers cette Charte, il est demandé une participation renforcée de la jeunesse à la vie politique, économique, sociale et culturelle des Etats et son implication dans les processus de prise de décisions.

Il est donc demandé à cette jeunesse de tourner le dos à la quête d'un eldorado mythique dans les pays du nord et de s'impliquer pleinement dans les actions de développement de leurs pays d'origine.

Cela est une chose et une très bonne chose, une autre est de se poser la question de savoir pourquoi leurs pays d'origine sont incapables de leur offrir un avenir sur la terre de leurs ancêtres ?

Quant à notre sous-région, l'Afrique de l'Ouest, elle constitue avec la CEDEAO et l'UEMOA, une composante très importante de l'Afrique.

Elle doit relever le défi de l'instabilité politique qui est la donnée la mieux partagée de cet espace géographique.

Les nombreux foyers de tensions, les guerres civiles, le délabrement avancé de la situation socio- économique sont des éléments qui poussent cette jeunesse à braver tous les obstacles sur le chemin de l'exil.

Les gouvernants de nos pays doivent apporter sans délais des réponses aux questions concernant :

- La fuite des cerveaux ;

- Les discriminations intérieures de tous ordres ;
- Les migrations sauvages intra-Etats ;
- Les migrations clandestines vers les autres continents ;
- La nationalité.

Face à toutes ces questions, les déficits démocratiques et la pauvreté sont à l'origine de situations dramatiques dans nos pays.

Il faut apporter des réponses basées sur la bonne gouvernance politique et économique.

En espérant que ces quelques questions pourront servir d'introduction à nos discussions, que je souhaite animées, je vous remercie de votre attention.

Honourable Amos Gombi Goyol

Migration in Africa: The Issue of Indigene Settler in Plateau State

Let me at the outset thank the organizers of this workshop for giving the PLHA and especially my humble self the privilege of addressing this august occasion in order to share our experience on the issue of indigene/settler dichotomy.

I will give short definitions of migrations, settler and indigene and will further highlight the role, the Nigerian constitution has played in compounding the problem.

A simple definition of migration is the movement of persons or animals from one country or locality to another. It can also mean to move into or come to live in a region or community especially as part of a large scale and continuing movement of population.

The current trend of migration in Africa has lead to a lot of issues amongst which are:

1. **Feminization of Migration:** this is where women are increasingly migrating as the main economic providers, or “breadwinners” for their households.
2. **Trafficking and smuggling of human beings:** Africa’s human trafficking and smuggling map is complicated, involving diverse origins within and outside the region. Little was known until recently about the dynamics of

this trafficking. Analysts are looking into trafficking in children, women and young persons.

3. **From brain drain to brain circulation:** Today brain drain is being altered by brain circulation within the region. Skilled professionals, pressured by uncertain economic conditions at home have found the booming economies of Gabon, Botswana, Namibia and South Africa to be convenient alternatives to Europe.

4. **Increasing Xenophobia:** African societies and people are noted for their traditional hospitality to strangers, which involves welcoming and sharing their limited resources with newcomers.

This is no longer the case in many countries. Increasingly, political leaders have resorted to the use of ethnicity and religion to reclassify longstanding residents as non-nationals (as in Cote d'Ivoire, South Africa and even Ghana). An intense fear or dislike of foreign people.

I would like at this point to say that xenophobia is the senior brother to our own indigene settler problem.

Settler – Indigene Dichotomy

The settler is defined as a person who migrates to an area and established permanent residence there, often to colonize the area. Settlers are generally people who take up residence on land and cultivate it.

Defining who an indigene of a particular area is could be a difficult task, particularly in the light of the mass movement of peoples over time and across culture and space.

An attempt at a definition would be; an individual that has historically belonged to a particular region or country, before it was colonized or transformed in a nation or state and may have different - often unique – cultural linguistic,

traditional and other characteristics to those of dominant culture of that region and state.

Due to the seemingly complex nature of indigenization, it took 22 years for the United Nations to adopt the Declaration on the Rights of the Indigenous Peoples by the General Assembly. The Declaration which emphasizes the right of indigenous peoples to maintain and strengthen their own institutions, cultures and tradition and to pursue their development in accordance with their aspirations and needs was adopted on the 13th September, 2007.

Moving specifically to Plateau State in Nigeria, the indigene-settler dichotomy reared its ugly head in 2001 when a “settler” was given the job of an “indigene”. About a thousand people were killed in the ensuing crises. By 2008, after a local Government election, the Hausas went on rampage after the results were announced, and a Birom man was declared the winner of the election.

The Hausas in question settled in the present location of Jos North local Government Area in 1902 when they came for Tin mining. The location in question belongs to the indigenous tribes of Anaguta, Afizere and Birom. As the time went by, with development and subsequent increase in population of the Hausas who occupied a small land mass but with a large population, the indigenous tribes were over populated by the Hausas.

Presently the Hausas, Birom, Afizere and Anaguta are all laying claim to the area in spite of the fact that a supreme court judgement has established that the Afizere and Anaguta are the lawful owners of the location.

Role of the 1999 Constitution in the Conflict

In as much as the Hausas' are settlers of Jos North from the above definition, the 1999 Constitution of the federal Republic of Nigeria Section 41(1) states that "Every citizen of Nigeria is entitled to move freely throughout Nigeria and to reside anywhere and no citizen of Nigeria shall be expelled from Nigeria or refused entry thereto or exists there from. Whereas the 1999 Constitution provides for the equal treatment of all Nigerians irrespective of ethnic origin, it does not mention nor explain the role of that the indigene status would play in determining a person's citizenship.

Through the framers of the 1999 Constitution had the unity of Nigeria in mind, looking back at the 1976 constitution, the argument was that Nigeria's minority groups must be adequately represented in Government. The 1999 Constitution addresses this concern by including in the 1999 Constitution Section 14(3). (The composition of the Government of the Federation or any of its agencies and the conduct of its affairs shall be carried out in such a manner as to reflect Federal Character of Nigeria and the need to promote national unity, and also to command national loyalty, thereby ensuring that there shall be no predominance of persons from a few states or from a few ethnic or sectional groups in that government or any of its agencies.)

Meanwhile, Section 147(3b) states that: provided that in giving effect to the constitution to the provision of the aforesaid the President shall appoint at least one from each state, who shall be an indigene of such state.

Ladies and Gentlemen, this indigene clause seems to be the bane of our problem. Since "indigene" is used as a factor for ministerial selection but does not explain what it means to be an "indigene" of a state, it leaves open the

question of whether citizens who migrate to a different state can become indigenes after residing for a number of years in that state.

The 1999 Constitution omits who an “indigene” is and due this lack of clarity, individuals and communities use the “indigene clause” and the “Federal Character provision” as justification for discrimination against citizens who live in a state other than their state of origin, especially when it relates to those citizens ability to participate in the political process.

This is what the Citizens Forum for constitutional Reform has defined as “multi-layered system of citizenship”, whereby citizens residing in a state in which they are not indigenes are discriminated against, and members of indigenous communities within any such state are favoured over settlers.

It is such a system that has contributed to the ethnic conflict in plateau State and other parts of Nigeria where communities fight over scare resources and land.

Thus Ladies and Gentlemen, there is an obvious need for the Government to amend the law in order to resolve future conflicts of the like nature and the onus is the legislators at Federal and States levels.

In spite of the fact that the dual issues of “indigene” and “settler” have not been clarified in the Constitution, I finally call on the good people of Plateau State and Nigerians at large to live peacefully with one another accommodate one another and lodge/register their grievances through appropriate channels while the constitutional amendment which is a continuous process goes on.

Mamadou Bodian

L'émigration interafricaine: *le défi de l'intégration*

Mamadou BODIAN
Sociologue

Juin 2010

Plan

- Introduction
- L'architecture migratoire en Afrique de l'Ouest: une vue panoramique
- Migration et intégration ouest africaine « par le bas »
- Migration interafricaines : quelques obstacles à l'intégration

Introduction

- L'histoire de l'Afrique est jalonnée de déplacements de populations. Ils étaient dus à des catastrophes naturelles (sécheresse, inondation, famine, disette), à l'esclavage, aux grandes endémies, aux guerres (ethniques, tribales, claniques) aux conflits (lignagers, familiaux), à la recherche de terres arables.
- Toutefois, de nos jours, la migration est provoquée par des réalités et des faits comme l'économie monétaire urbaine, la pauvreté des milieux, les guerres civiles, etc. Mais quelle que soit les raisons qui en sont à l'origine, la migration joue un rôle régulateur pour le maintien de l'équilibre en diminuant la pression sociale dans les zones de départ et limitant la propension des migrants à s'implanter définitivement dans les zones d'accueil.

L'architecture migratoire en Afrique de l'Ouest: une vue panoramique

❖ A l'époque coloniale : une migration organisée.

❖ Migration organisée et encadrée politiquement par l'administration coloniale dans ses objectifs de gérer de manière optimale la main d'œuvre et satisfaire, à moindre coût, les intérêts de la métropole. Les travailleurs étaient d'abord soumis au système du travail forcé (qui a été aboli en 1946). Ensuite, ils étaient recrutés par le biais des structures spécialisées.

• Exemples:

1. Les travailleurs du Haute Volta (actuel Bourkina Fasso) dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire.
2. Affectation de fonctionnaires dans l'espace AOF.

- Caractéristique : Migration de travail

L'architecture migratoire en Afrique de l'Ouest: une vue panoramique

❖ **Après les indépendances : Une migration spontanée**

- ❖ Libéralisation et absence de rigueur organisationnelle des flux migratoires transfrontaliers donnent lieu à situation anarchique du mouvement des populations sans doute accéléré par l'euphorie des indépendances et les discours d'intégration des pères des indépendances.

L'architecture migratoire en Afrique de l'Ouest: une vue panoramique

❖ **Depuis les années 1980 : une migration incontrôlée**

- ❖ La crise économique des années des années 70, les plans d'ajustement structurel en 1984 et la dévaluation du franc CFA en 1994 ont provoqué une diminution des possibilités d'action financière de l'Etat.
- ❖ Il s'y ajoute la spirale des crises politiques et des conflits intra-étatiques qui ont engendré des migrations politiques et humanitaires et remis en cause la fonction d'accueil de certains pays de la sous région.

Migration et intégration ouest africaine par le bas

- ❖ **L'insertion économique de migrants:** les courants migratoire intra africaine assure la complémentarité régionale qui offre aux populations des zones défavorisées les possibilités de trouver des ressources additionnelles. C'est l'exemple des travailleurs saisonniers ou « Navétane » qui viennent chercher temporairement du travail au Sénégal.
- ❖ **L'intégration sociale :** On observe une implantation et une intégration de communautés transnationales dans presque tous les pays de l'Afrique de l'Ouest. C'est le cas par exemple des communautés Guinéennes qui, par la migration de proximité, se sont implantés au Sénégal et qui ont accueilli, à leur tour, leurs familles ou trouvent des conjoints/conjointes dans le pays d'accueil. Il se crée ainsi des espaces d'échanges et de citoyenneté qui sont le fruit d'une « intégration par le bas ».

Migration et intégration ouest africaine par le bas

- ❖ Les deux groupes ouest africains qui illustrent le mieux cette situation sont les Peuls que l'on retrouve, sous des appellations différentes, sur toute la bande allant du Sénégal à l'Adamaoua et les Touaregs aujourd'hui disséminés dans six pays (Mali, Burkina-Faso, Niger, Algérie, Libye, Tunisie).
- ❖ Cet exemple nous amène naturellement à nous nous interroger sur le caractère fantaisiste du tracé des frontières qui n'a pas tenu en compte du continuum ethno-démographique qui caractérise les peuples africains.

Migration interafricaines : quelques obstacles à l'intégration

- ❖ La grande demande de mobilité observée dans toute la sous région contraste avec les multiples obstacles à la libre circulation des personnes et à leur intégration harmonieux dans les pays d'accueil :
- ❖ Le contexte actuel de morosité économique peut entamer l'hospitalité des populations autochtones et engendrer des crispations qui se traduisent parfois par une répulsion vis-à-vis des travailleurs migrants. (xénophobie ou sentiment anti migratoire)
- ❖ Politisation de la présence des étrangers par des régimes incapable de satisfaire à la demande sociale et qui se cache derrière des raisons bouc émissaires criminalisant les émigrés. Autrement dit, les dérives identitaires ou nationalistes postcoloniales ont pris le dessus sur la porosité d'espaces naguère marqués par la libre circulation des hommes avant et pendant la période coloniale.
- ❖ La porosité des frontières pose à bien des égards des problèmes de sécurité (les narcotrafiquants, le banditisme transfrontalier)

Conclusion

- ❖ Dans le contexte actuel marqué par l'idée du panafricanisme, comment les autorités politiques prennent-elles en charge la question et quelle place lui consacre t-elle dans les projets d'intégration régionale?
- ❖ Quel est le degré d'adhésion des populations africaines – toujours promptes à fustiger le protectionnisme migratoire du Nord – à l'idée d'un continent sans frontières?



Email Participants

Emailadressen Teilnehmer Nachkontaktseminar Dakar 28.-30. Juni 2010

ACHANGAT, Ishaya Ikipiri	Par/Via CHUNDUSU, Helen
ADAH, Francis Busam	busam_aka@yahoo.com
ADAGBE, Tiburce	tiboada@yahoo.fr
AKOUN, Laurent	akounlaurent@hotmail.com
APEVON, Paul Dodji	apevon@yahoo.fr
BADJI, Abdoulaye	badjiabdoulaye2005@yahoo.fr
BEMILE, Sebastian K.	kong_bemile@yahoo.de
BENGALY, Abraham	abengaly@yahoo.fr
BODIAN, Mamadou	bodiansocio@yahoo.fr
CHERIF, Moussa	cherifm@hotmail.fr
CHUNDUSU, Helen	chundusuhelen@yahoo.com
CISSE, Hadji Malick	hajbc@yahoo.fr
DABWAN, John Clark	dabwanjohn@yahoo.com
DERY, Severious Kale	mwinkume@yahoo.com , vdery@post.com
DIA, El Hadji Seydou N.	seydounouroudia@yahoo.fr
DIAKITE, Cheick Raoul	raouldiakite@yahoo.fr
DIAGNE, Baye Ibrahima	innov_actions@yahoo.fr
DIALLO, Abdoulaye	layedb2000@yahoo.fr
DIALLO, Fanta	mafantadiallo@yahoo.fr
DIAWARA, Mohamed	quartz.afrique@orange.sn
DIENG, Sidy	asecodsenegal@yahoo.fr
DIOMANDE, Ali	aldiomande@yahoo.fr
DIONE, Abdou	sradlsl@gmail.com
DIOUF, Ibra N.	cpts-senegal@gmx.fr
DIOUF, Mamadou	madoudiouf@live.fr , diouf-md@yahoo.fr
DIOP, Modou	baye2modou@yahoo.fr
DJIBRIL, Ibila	idiibril@yahoo.fr
DJIDO, Hadiza	djidohadiza@yahoo.fr
DJITTE, Gora	goradjitte_2004@yahoo.fr
DJOKPE, Anicette	savanie8@yahoo.fr
EDEM, Dominic Aqua	dominicaqua@yahoo.com
ESSIEN, Alexander Kofi	alexetos@yahoo.com
FALL, Ibrahima	lampfalou16@yahoo.fr
FALL, Mamadou Moctar	falmatar42@yahoo.fr
FALL, Thiendella	faltien@yahoo.fr
FAYE, Albert	alfa592000@yahoo.fr
GANDAA, Agnes A.	gansog2008@yahoo.com
GBAGUIDI, Carole R.	eloracvitz@yahoo.fr
GO'AR Emmanuel	Par/Via CHUNDUSU, Helen
GOYOL, Amos Gombi	Par/Via CHUNDUSU, Helen
ISSOUFFOU, Aichatou S.	a.seyni@yahoo.fr
JOHNSON, Manu	johnsonmanu2009@gmail.com
LAWIN, Gabriel	kotchigab@yahoo.fr
KANE, Awa	nafikane@hotmail.com , kanawa05@gmail.com
KANE, Bocar S.	bskane@yahoo.fr
KISSI, Jean	secretariatcartogo@yahoo.fr
KONE, Boua Lansina	lansinakone@hotmail.com
MANE, Jean-Pierre	jpierremane@yahoo.fr
MANGARA, Fatou	bana_niang@hotmail.fr , bana_niang@yahoo.fr

M'BAYE, Lamine	mbuye.lamine88@yahoo.fr
MENSAH, Lydia	lmensah49@yahoo.com
NAAMEH, Philip	philipnaameh@yahoo.com
NIANE, Mamadou Bocar	maboniane@yahoo.fr
NDIAYE, Ibrahima	ibou79@yahoo.fr
NDIONE, Vincent Samba	enzond@hotmail.com , graifs@sentoo.sn
NDOYE, Mariama	yamndoye@yahoo.fr
NIANG, Bassirou	bassalba@yahoo.fr
OKPA, Fabian	okpafabiano@yahoo.com
OMARY, Mireille	okmireille@yahoo.fr
OWIREDU, Charles A.	asuako2000@yahoo.com
PLIYA, Patricia	patriciapliya@yahoo.fr
SALL, Astou Kane	astoukane2004@yahoo.fr
SAMAKE, Maymouna	maysamake@yahoo.fr
SATCH, Ayélé Pépé W.	satchwansi@yahoo.fr
SIDIBE, Abdou A.	ababsid@yahoo.fr
SIDIBE, Alfousseiny	alfouss_si@yahoo.fr
SOGLOHOUN, Pascal	psoglohoun@gmail.com
SONG, Isa Chungwom	isasong4@yahoo.com
SOW, Abdoul S.	abdoulsileye@hotmail.com
SOW, Mamadou Abdul	absowb@yahoo.fr
SOW, Moustapha	mswaka@yahoo.fr
SOW, Adama Wade	cnp@orange.sn
SY, Khady	archivesdadl@yahoo.fr
THOMPSON, Ebenezer A.	amo-thompson@t-online.de
THIAM, Haoua Dia	haouadia2006@yahoo.fr
TIDJANI, Adams	atidjani@ucad.sn
UDOFIA, Abbia	abbyudofia@yahoo.com

